PALESTINE – SOLIDARITÉ
http://www.palestine-solidarite.org

Journal de Syrie

Géopolitique et stratégie

N° 32 du 27.12.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à part

Chérif Abdedaïm « La décision d'attaquer la Syrie a été prise lors d'une réunion à Camp David le 15 septembre 2001 »

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 Mohamed Hassan : La Syrie, pièce embarrassante dans le puzzle américain.
1-2 Léon Camus : Les États faillis d'Europe et d'Amérique nous offriront-ils une « Guerre de Noël ».

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

2-1 Marie-Ange : Demande d'aide pour la Syrie.

3 Annexe

3-1 Léon Camus : Qui veut la peau de Vladimir Poutine ?

Tiré à part
Chérif Abdedaïm : « La décision d'attaquer la Syrie a été prise lors d'une réunion à Camp David le 15 septembre 2001 »
Nous reproduisons dans nos colonnes l'interview que Thierry Meyssan a accordé à nos confrères du quotidien Algérien La Nouvelle République.
Alors qu'en Occident les journalistes s'empressent de relayer la propagande de guerre contre la Syrie, une autre interprétation des événements se fait jour dans les pays dont la presse n'est pas tenue de s'aligner sur la ligne éditoriale impériale.
La Nouvelle République : Vous étiez en Syrie. Quel constat avez-vous fait ? La réalité du terrain reflète-t-elle les propos avancés par les médias occidentaux concernant les manifestations massives, les tirs à balles réelles qui ont fait au moins 5 000 morts, la constitution d'une « armée syrienne libre » déjà forte de 1 500 hommes et ce début de « guerre civile » avec notamment 1,5 million de Syriens pris au piège qui souffriraient de la faim ?

La Nouvelle République : Vous étiez en Syrie. Quel constat avez-vous fait ? La réalité du terrain reflète-t-elle les propos avancés par les médias occidentaux concernant les manifestations massives, les tirs à balles réelles qui ont fait au moins 5 000 morts, la constitution d'une « armée syrienne libre » déjà forte de 1 500 hommes et ce début de « guerre civile » avec notamment 1,5 million de Syriens pris au piège qui souffriraient de la faim ?
Thierry Meyssan : Une expression française affirme que « lorsqu'on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage ». En l'occurrence, lorsque les puissances occidentales veulent envahir un état, leurs médias disent que c'est une dictature barbare, que leurs armées peuvent protéger les civils et qu'elles doivent renverser le régime et apporter la démocratie. La vérité, nous l'avons vue en Irak et en Libye : les puissances coloniales ne se préoccupent aucunement du sort des populations, elles dévastent le pays et le pillent. Il n'y a jamais eu de manifestations de masse contre le régime syrien, et par conséquent, il n'a pas été possible de les réprimer à balles réelles. Il y a eu au cours des derniers mois environ 1 500 morts, mais pas du tout dans les circonstances décrites. Il y a bien une « armée syrienne libre », mais elle est basée en Turquie et au Liban, et ne compte au grand maximum que quelques centaines de soldats que l'on exhibe devant les caméras. Enfin, la Syrie est autosuffisante au plan alimentaire et, malgré les difficultés de distribution, il n'y a aucun problème de pénurie. La version des médias occidentaux est une pure fiction. La vérité sur place, c'est que les Occidentaux livrent une guerre non conventionnelle contre la Syrie. Ils ont envoyé des combattants arabes et pachtounes, recrutés par le prince saoudien Bandar bin Sultan et encadrés par les forces spéciales françaises et allemandes. Ces combattants ont d'abord tenté de proclamer des émirats islamiques, puis ils ont organisé de vastes embuscades contre les convois militaires syriens. Aujourd'hui, ils sont commandés par un émir d'Al-Qaïda, le Libyen Abdelhakim Belhaj. Ils ont renoncé aux grandes opérations et mènent des actions commando au cœur des villes pour y semer la terreur en espérant provoquer une guerre civile confessionnelle. Leur dernier fait d'armes est ce double attentat à Damas.
La Nouvelle République :Dans l'un de vos articles, vous vous posez la question sur les accusations avancées par l'Observatoire syrien des droits de l'homme, basé à Londres, que des institutions comme le Haut Commissariat des droits de l'homme de l'ONU reprennent sans les vérifier. D'après-vous, à quel jeu se prêtent les instances onusiennes ?
Thierry Meyssan : L'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH) a surgi soudainement sur la scène médiatique. Cette association n'a aucun passé dont elle puisse se prévaloir et seul un de ses

membres est connu. C'est un cadre des Frères musulmans syriens, disposant de trois passeports, syrien, britannique et suédois. Ce monsieur annonce chaque jour le nombre de « victimes de la répression », sans étayer ses dires. Ses affirmations sont invérifiables et donc sans valeur. Elles sont pourtant reprises par tous ceux que cela arrange. La Haut commissaire aux droits de l'homme a désigné trois commissaires pour enquêter sur les événements en Syrie. Leur mission outrepasse les compétences de l'ONU, qui prévoient des inspections régulières que la Syrie reçoit conformément aux traités. Comme dans l'affaire Hariri, les Nations unies partent du principe que les autorités locales (libanaises ou syriennes) sont incapables ou malhonnêtes et qu'il faut leur substituer des enquêteurs étrangers. Dans ces conditions, elles ne peuvent pas exiger raisonnablement la coopération des autorités locales. Elles ont donc travaillé depuis la Suisse et la Turquie. La désignation des trois commissaires n'offre aucune garantie d'impartialité. Ils sont tous trois ressortissants d'État qui militent pour l'intervention militaire contre la Syrie. Leur méthode n'est pas plus acceptable : sous la pression de la commissaire turque, qui est une militante engagée dans la lutte contre les violences faites aux femmes, la commission a considéré que les témoignages à charge n'avaient pas besoin d'être recoupés et vérifiés : ce serait aux accusés de faire la preuve de leur innocence lorsqu'on les déférera devant un tribunal. Cette procédure inquisitoriale permet d'accuser n'importe qui de n'importe quoi, mais ne démontre rien du tout. Les enquêteurs ont entendu plus de 200 personnes qui disent disposer d'informations et affirment parfois avoir été témoins, voire victimes d'exactions. Conformément à la procédure, le nom des témoins reste secret à ce stade de l'enquête. Mais contrairement à la procédure, les noms des victimes sont également secrets. La Haut commissaire affirme doctement qu'il y a plus de 5 000 victimes de la répression, mais elle n'avance que deux noms. Pas de chance, ces deux cas, qui ont été largement médiatisés par Al Jazeera, ont fait l'objet de multiples investigations. Le premier correspond à un enfant tué dans la rue par des tireurs inconnus en voiture ; le second est un adolescent qui a été recruté par une bande armée pour participer à l'attaque d'une résidence militaire et qui est mort la kalachnikov à la main. Cela n'a rien à voir avec une répression de manifestation pacifique. Nous attendons donc de la Haut commissaire qu'elle publie le nom des victimes pour que nous puissions vérifier le bien-fondé de ses accusations. De nombreuses instances de l'ONU ont perdu leur crédibilité. En premier lieu, on ne devrait pas accepter de confier des responsabilités à des experts qui n'ont pas le statut de fonctionnaires internationaux, mais sont des fonctionnaires nationaux détachés par leurs États. On ne devrait pas pouvoir agir au nom de l'ONU si l'on reste tenu d'obéir à sa hiérarchie nationale.

La Nouvelle République : En Syrie comme en Libye, certains observateurs avancent que les rebelles sont en fait des escadrons de la mort, des mercenaires étrangers. Quel constat avez-vous fait à ce propos ?

Thierry Meyssan : Dans les deux cas, il y a des nationaux qui participent à la lutte armée, mais ils sont minoritaires par rapport aux combattants étrangers. En Libye, des groupes issus de tribus précises se sont joints aux mercenaires étrangers pour la sécession de la Cyrénaïque. Mais ils ont refusé d'aller se battre en Tripolitaine pour renverser Kadhafi. Il a fallu déployer les troupes d'Al-Qaïda, puis faire débarquer 5 000 commandos incorporés dans l'armée régulière du Qatar pour mener les combats au sol. Dans les derniers jours de la Jamahiriya, la tribu des Misrata a rejoint l'Otan et elle est entrée dans Tripoli lorsque les bombardements et la bataille au sol ont cessé. Les seuls Libyens qui se sont battus de bout en bout contre le régime sont ceux d'Al Qaida et un groupe de soldats qui avaient fait défection avec le général Abdel Fatah Younes. Or, le général Younes avait été chargé dans le passé par le colonel Kadhafi de réprimer la rébellion d'Al-Qaïda. C'est pourquoi ses alliés d'Al-Qaïda l'ont assassiné pour se venger dès qu'ils ont pu se passer de lui. En Syrie, il y a des insurgés, ce sont des Frères musulmans et des takfiristes. Il y a surtout des combattants étrangers qui recrutent des voyous et les payent grassement pour tuer leurs concitoyens. Le problème de l'Otan, c'est que, à la différence de la Libye, la Syrie est une nation historique. Il n'y a pas de fracture régionale comme entre la Cyrénaïque et la Tripolitaine. La seule division possible est sur une base confessionnelle, mais elle ne fonctionne pas pour le moment, bien que l'on ait assisté à quelques affrontements de ce type à Banyias et à Homs. L'arrivée officielle des Libyens pour installer un quartier général en Turquie et intégrer des déserteurs syriens dans le dispositif parachève le tout.

La Nouvelle République : Le Conseil national syrien s'est formé sous l'égide de la France à Paris. Quelle lecture peut-on faire de cet événement ? La France va-t-elle prendre les devants de la scène comme en Libye avec notamment son « émissaire » BHL, ou opter pour une autre stratégie ?

Thierry Meyssan : D'abord, chacun voit bien que les institutions françaises sont en partie pilotées par des personnalités illégitimes, comme Bernard Henry Levy, qui exercent des responsabilités sans droit, ni titre. Ensuite, certains élus, comme le président Sarkozy, ne servent pas les intérêts nationaux, mais ceux du système impérial US. Sous leur autorité, la France s'est déjà engagée dans un conflit en Côte d'Ivoire qui servait les intérêts de quelques multinationales françaises, puis elle s'est engagée en Libye de manière à étendre à l'Afrique du Nord le projet néo-conservateur de remodelage du « Moyen-Orient élargi ». La France n'a plus de contentieux avec la Syrie, ainsi que l'a montré la réception du président Al-Assad à Paris, lors du sommet de la Méditerranée. À la rigueur, on pourrait considérer que le vieux conflit des années 80 (notamment l'assassinat de l'ambassadeur français à Beyrouth) est passé par pertes et profits sans avoir été soldé, et l'on pourrait le réactiver. Mais je ne suis pas sûr du tout que, dans cette affaire, les torts français ne soient pas plus importants que ceux des Syriens. Bref, Paris n'a aucune raison d'attaquer Damas. Nous savons tous que la vraie question est ailleurs : la domination et l'exploitation de cette région dépendent de l'alliance des États-Unis et d'Israël d'une part, avec la Turquie et les monarchies pétrolières d'autre part. Cette alliance se heurte à un axe de résistance comprenant le Hamas, le Liban, la Syrie, l'Irak et l'Iran, appuyés par la Russie et la Chine. Au plan régional, deux pôles se sont formés, l'un est exclusivement sunnite, l'autre est multiconfessionnel (et non pas chiite comme le prétendent les néo-conservateurs pour imposer la fitna). La France est devenue le « proxy » des États-Unis. Elle peut à tout moment entrer en guerre contre la Syrie. Cependant, elle n'en a pas la capacité seule, ni même avec la Grande-Bretagne. Et le sommet du 2 décembre qui devait instituer une alliance à trois avec l'Allemagne a été annulé faute d'accord au plan financier. En pleine crise de l'euro, les Européens n'ont pas les moyens de leur impérialisme.
La Nouvelle RépubliqueLa Nouvelle République : La Ligue arabe a décidé, dans une mesure inattendue, de suspendre la Syrie de toutes ses institutions, et ce, avant même que n'expire le délai de 15 jours accordé à la direction syrienne pour mettre en œuvre le plan arabe de règlement de la crise. Quelle lecture pourrait-on faire de cette décision contraire aux statuts de la Ligue qui exige l'unanimité moins un vote pour ce type de mesure ?
Thierry Meyssan : Les organisations internationales, que ce soit la Ligue arabe ou l'ONU, n'appartiennent pas aux États qui les forment, mais à ceux qui les financent. La Ligue est devenue un jouet aux mains des monarchies pétrolières. Des gens qui n'ont pas même de Constitution chez eux ne pensent pas à respecter les statuts des organisations qu'ils ont achetées. Au-delà de ce constat, la décision prise par la Ligue d'assiéger économiquement la Syrie ne sont pas des « sanctions » pour une faute commise, mais le début d'une guerre conventionnelle.
La Nouvelle République : Le même scénario se dessine comme celui constaté en Libye. Allons-nous assister aux mêmes péripéties en Syrie, où le contexte est différent, ou allons-nous assister à une autre situation ?
Thierry Meyssan : Le contexte et les protagonistes sont différents. La Libye était un État isolé. Le colonel Kadhafi a soulevé beaucoup d'espoir et a beaucoup déçu. Il était anti-impérialiste, mais multipliait les arrangements secrets avec Washington et Tel-Aviv. Il a été l'allié de tous et a négligé, voire trahi chacun. Son pays n'avait pas de diplomatie, ni de politique d'alliance, hormis celle de ses investissements pour le développement de l'Afrique. La Libye s'est donc trouvée isolée face à l'Otan. Au contraire, la Syrie est une vieille nation qui a toujours cultivé ses alliances, y compris dans son choix de résistance aux côtés des Palestiniens, des Libanais, des Irakiens et des Iraniens. Sa diplomatie est si forte qu'elle a pu obtenir en quelques jours le double veto russe et chinois au Conseil de sécurité. Toute guerre contre la Syrie est appelée à s'étendre à l'ensemble de la région, voire à dégénérer en guerre mondiale si l'Iran ou la Russie interviennent directement. En outre, les Libyens sont 5 millions quand les Syriens sont 23 millions. La Libye n'avait d'autre expérience militaire que la guerre du Tchad, quand la Syrie est habituée à vivre depuis 60 ans dans une région en guerre permanente. Les experts du lobby pro-guerre à Washington affirment que l'armée syrienne est mal équipée et mal entraînée. Ils promettent qu'une intervention internationale sera une promenade de santé. C'est amusant car les mêmes experts affirmaient en 2006 qu'Israël devait éviter une nouvelle guerre avec la Syrie ; parce qu'elle serait trop dangereuse.
La Nouvelle République : Certains avancent que ce qui se passe en Syrie n'est que le prolongement de ces « révolutions arabes », alors que la Syrie figure depuis l'ère Bush sur l'agenda américain, selon les

déclarations du général Wesley Clark ; d'après-vous, quelle échappatoire pour Bachar Al-Assad pour déjouer cette conspiration ?
Thierry Meyssan : Comme vous le rappelez, la décision d'attaquer la Syrie a été prise lors d'une réunion à Camp David, le 15 septembre 2001, juste après les attentats de New York et Washington. L'administration Bush avait planifié une série de guerre : Afghanistan et Irak, Libye et Syrie, Soudan et Somalie, pour finir par l'Iran. En 2003, juste après la chute de Baghdad, le Congrès a adopté le Syrian Acountability Act qui ordonne au président des États-Unis d'entrer en guerre dès que possible contre la Syrie. Ce que le président Bush n'a pas eu le temps de faire incombe désormais à son successeur Barack Obama. Le général Wesley Clark a révélé cette stratégie il y a plusieurs années déjà, pour mieux s'y opposer. Il a joué un rôle très important durant la guerre de Libye qu'il a vainement tenté d'arrêter avec l'aide de nombreux généraux d'active.Ensemble, ils représentent un courant non négligeable d'officiers supérieurs qui refusent de voir mourir leurs hommes dans des aventures extérieures qui ne servent pas les intérêts des États-Unis, mais ceux de quelques idéologues proches d'Israël. Ils feront donc tout pour empêcher une guerre en Syrie et ils disposent de plus de leviers qu'on ne le croit pour influer la politique mondiale. Le président Bachar Al-Assad n'est pas comme son père. Ce n'est pas un autocrate. Il gouverne avec une équipe. La stratégie de son gouvernement consiste d'une part à préserver la paix civile face aux tentatives de déstabilisation et de division confessionnelle ; et d'autre part à renforcer ses alliances, principalement avec l'Iran, la Russie et la Chine.
La Nouvelle République : Un constat qui s'impose dans ces troubles que connaît le monde arabe, que ce soit en Tunisie, en Égypte, en Libye et maintenant en Syrie, c'est cette « réconciliation » de l'Occident avec les mouvances islamistes pourtant combattues. D'après vous, quels sont les tenants et les aboutissants dans ce nouveau jeu occidental ?
Thierry Meyssan : Je ne pense pas que les islamistes aient jamais été vus comme des ennemis par l'Occident. Historiquement, tous les empires ont eu besoin d'eux pour limiter les résistances nationales. C'était le cas avec les Ottomans, comme avec les Français et les Anglais. Souvenez-vous que la France n'a jamais appliqué la loi de séparation de l'Église et de l'État (1905) en Algérie. Elle s'est au contraire appuyée sur les mosquées pour asseoir son autorité. Les Anglo-saxons ont toujours fait de même. Plus encore, les États-Unis ont créé des mouvements islamiques dans les années 80 avec l'espoir de provoquer un conflit de civilisations entre le monde musulman et l'Union soviétique. C'était la stratégie de Bernard Lewis, mise en œuvre par Zbigniew Brzezinski, et théorisée pour le grand public par Samuel Huntington. Cela a donné Al-Qaïda. Ces gens ont défendu les intérêts de l'empire américain en Afghanistan, en Yougoslavie, en Tchétchénie, et plus récemment en Irak, en Libye et maintenant en Syrie. Abdelhakim Belhaj, qu'Ayman Al-Zawahiri avait nommé numéro 3 Al-Qaïda lorsque le Groupe islamique combattant en Libye a été absorbé par Al-Qaida, est aujourd'hui gouverneur militaire de Tripoli et commandant de l'armée syrienne libre. Il s'affiche sans complexe comme l'homme de l'Otan et exige que le MI6 qui l'a torturé lui rende des comptes. Quant aux Frères musulmans que Washington porte aujourd'hui au pouvoir en Tunisie, en Libye et en Égypte, et qu'il voudrait installer en Syrie, ils sont historiquement liés au MI6. Ils avaient été conçus par Hassan Al-Banna pour combattre les Anglais, mais ils ont été utilisés par les Anglais pour combattre Nasser. Aujourd'hui, ils croulent sous les subventions du Conseil de coopération du Golfe, ce qui n'est pas un signe d'indépendance.
La Nouvelle République : Si demain le régime de Bachar Al-Assad venait à chuter, quelles en seraient les répercussions sur l'axe de la résistance Téhéran-Hezbollah-Hamas ?
Thierry Meyssan : Les États-uniens ne font pas mystère que, s'ils parvenaient à détruire la Syrie – je dis à « détruire la Syrie », car la question de la résistance va bien au-delà de la personne du président Al-Assad – ils poursuivraient la guerre en attaquant immédiatement l'Iran. Par conséquent, la chute de la Syrie ouvrirait une période de grande instabilité susceptible de dégénérer en conflit mondial.
La Nouvelle République : Dans ce conflit syrien, la Turquie a pris parti et adhéré totalement aux thèses de l'opposition syrienne pro-occidentale. Bannissant le régime syrien, le présentant comme étant en train de tuer son peuple, refusant de voir les manifestations de soutien au président syrien, dénigrant la dimension armée de la contestation, et allant même jusqu'à refuser aux opposants de l'intérieur le statut de représentants du peuple syrien, le réservant à ceux du Conseil national syrien. D'après-vous, comment expliquer ce revirement ?
Thierry Meyssan : Nous avions tous oublié que la Turquie est membre de l'Otan. L'armée turque est supplétive de celle des États-Unis. Par le passé, c'est d'ailleurs elle qui a sauvé les États-Unis en Corée.

La Turquie abrite des bases états-uniennes et vient d'accepter que le Pentagone transfère sur son territoire les bases de l'Otan actuellement stationnées en Espagne, et installe de nouveaux radars destinés à surveiller l'Iran. Depuis un siècle, les dirigeants turcs multiplient les erreurs politiques. Erdogan espère devenir le gendarme de la région comme l'avaient fait avant lui le shah Reza Pahlevi et Saddam Hussein. L'Histoire a montré comment les États-Unis traitent ceux qui les servent : ils les utilisent, puis les éliminent.
http://www.voltairenet.org/La-de%CC%81cision-d-attaquer-la-Syrie
Chérif Abdedaïm

---

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion
Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

1-1 Mohamed Hassan : La Syrie, pièce embarrassante dans le puzzle américain.
Interview de Mohamed Hassan par Tony Busselen et Bert De Belder du PTB

mardi 13 décembre 2011
Si on ne se fiait qu'aux hommes politiques et aux médias européens ou américains, il semblerait bien que le monde entier veuille un changement de régime en Syrie. Ailleurs, c'est moins évident. Mohamed Hassan situe la Syrie dans le grand puzzle du Moyen-Orient et de l'Asie centrale.

Qui sont les forces vives qui veulent un changement de régime en Syrie et pourquoi le veulent-elles ?

Mohamed Hassan : Ce sont les États-Unis, Israël et les régimes arabes réactionnaires du Golfe, surtout l'Arabie saoudite et le Qatar. Et, ensuite, les sunnites libanais veulent également que le président chiite al-Assad s'en aille. Pour eux, l'actuelle Syrie constitue un pont entre l'Iran, les Hezbollah chiites au Liban et le Hamas dans la bande de Gaza.

Depuis la guerre contre l'Irak, la Ligue arabe est aux mains des dirigeants féodaux d'Arabie saoudite et des États du Golfe. En fait, la Ligue est davantage un prolongement de la politique étrangère américaine qu'une Ligue censée défendre les intérêts du monde arabe. Depuis cette même guerre en Irak, tous les gouvernements progressistes ont été marginalisés. En 2006, la Ligue arabe était déjà aux côtés d'Israël quand l'armée israélienne a envahi le Liban : la Ligue arabe a condamné à l'époque le Hezbollah, prétendument parce qu'il provoquait Israël. Pour les États-Unis, Israël et les régimes arabes réactionnaires, la défaite d'Israël au Liban a été un choc énorme. L'armée israélienne, qu'on estimait invincible, avait dû céder face au Hezbollah !

Pendant la guerre en Libye aussi, la Ligue arabe et les États du Golfe ont joué un rôle important.

Mohamed Hassan : C'est un fait. Depuis lors, nous savons que nous vivons une période dans laquelle les choses peuvent aller bien plus vite que nous le pensons. Mais la question de la Syrie est quand même plus compliquée que celle de la Libye. Personne ne peut prévoir comme va évoluer la situation en Syrie et dans la région.

Pour les États-Unis et les États du Golfe, la principale menace au Moyen-Orient réside dans l'influence croissante de l'Iran. L'occupation de l'Irak s'est soldée par un fiasco et l'influence de l'Iran en Irak n'a jamais été aussi grande. Après la Chine, l'Irak est le plus important partenaire commercial de l'Iran.

L'Iran est-il une grande puissance régionale qui peut faire reculer l'influence américaine ?

Mohamed Hassan : Effectivement. En compagnie des cinq autres grands fournisseurs de gaz de la région – Russie, Chine, Turkménistan, Ouzbékistan et Kazakhstan –, l'Iran veut former une sorte d'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole, NDLR) des pays producteurs de gaz, de sorte qu'ils puissent obtenir des prix plus élevés pour celui-ci. On assiste à une collaboration croissante, pour l'approvisionnement en gaz, entre l'Iran et des pays comme l'Inde et le Pakistan : un « pipeline de la paix » est en construction et il y a de grands projets en cours pour la construction d'une raffinerie de gaz en Iran, en compagnie de l'Inde. Les tensions entre l'Inde et le Pakistan diminuent dans la mesure où les deux pays ont davantage d'intérêts économiques communs.

Une grande partie du grand Moyen-Orient risque d'échapper à l'influence des États-Unis. Du Pakistan en passant par l'Iran et l'Irak jusqu'en Syrie et à la Méditerranée. Ce scénario est un cauchemar pour les Américains, pour Israël et pour les régimes arabes féodaux et réactionnaires. Un changement de régime en Syrie est pour toutes ces forces d'une importance cruciale afin de pouvoir contrer l'influence croissante de l'Iran.

Comment voyez-vous le rôle de la Turquie, qui intervient de plus en plus ?

Mohamed Hassan : La Turquie a elle aussi l'ambition de devenir une grande puissance régionale relativement indépendante. Le Premier ministre Erdogan utilise un langage très dur à l'égard d'Israël, ce qui fait que la Turquie s'est rendue très populaire dans le monde arabe. Et la Turquie se projette comme un pays qui entend contrôler l'industrie du gaz dans la mer Égée, au détriment de la Grèce et de la Syrie. Dans les Balkans aussi, la Turquie gagne en influence : le commerce avec des pays comme la Roumanie, la Bulgarie, la Macédoine et l'Albanie s'accroît.

La Turquie a tout intérêt à entretenir des rapports de bon voisinage avec l'Iran et la Syrie et, jusqu'il y a peu, les relations entre la Turquie et la Syrie étaient très bonnes. Par ailleurs, elle préfère à nouveau voir un gouvernement sunnite au pouvoir à Damas. Scénario qui serait possible en cas de chute du gouvernement syrien. On obtiendrait alors une situation qui ressemblerait à celle de l'ancien Empire ottoman, lorsque la Turquie contrôlait la Syrie avec l'aide de la noblesse féodale sunnite.

La chute du président syrien Assad signifierait en même temps un affaiblissement de l'Iran, le principal rival de la Turquie en Asie centrale. Dans des pays comme le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, la langue véhiculaire est en effet apparentée au turc.

Enfin, il y a un lien croissant avec des pays comme l'Arabie saoudite, où Turkish Airways a multiplié par cinq son chiffre d'affaires ces dernières années et dont, dans un même temps, les investissements en Turquie n'ont cessé d'augmenter. Une collaboration pour faire tomber Assad pourrait encore améliorer la bonne intelligence avec l'Arabie saoudite et renforcerait ainsi la Turquie. Voilà toutes des raisons pour la Turquie de soutenir un changement de régime en Syrie. Mais Ankara joue toutefois avec le feu dans une région si instable, avec tant d'acteurs et d'intérêts différents.

La Turquie est membre de l'Otan. N'est-elle pas, dans ce cas, un État vassal des États-Unis ?

Mohamed Hassan : Militairement, la Turquie collabore effectivement avec les États-Unis, mais ce n'est pas encore ce qui en fait un État vassal. Les Turcs voient la chose comme une situation où les deux parties sont gagnantes. Ainsi, la Turquie a accepté d'accueillir les installations radar du bouclier balistique américain en échange d'un accès aux drones (appareils sans pilote, NDLR) sophistiqués américains, qu'elle compte utiliser dans la lutte contre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, NDLR). À l'égard de l'Europe aussi, la Turquie suit une stratégie habile : elle veut bien entrer dans l'Union, mais pas dans la zone euro. Elle pourrait conserver ainsi un avantage dans ses exportations, avec sa monnaie faible face à un euro plus fort, tout comme la Pologne.

Quelle est la stratégie des États-Unis dans la région ?

Mohamed Hassan : Les États-Unis sont plongés dans une profonde crise économique et politique. C'est, comme pour l'Europe, l'expression de la crise générale du capitalisme. Obama veut épargner sur les nombreuses et coûteuses bases disséminées à travers le monde. Il attache beaucoup d'importance à la combinaison des forces spéciales et des drones, qui sont surtout utiles pour des interventions militaires ponctuelles. En même temps, il essaie de répercuter autant que possible les interventions militaires sur les alliés et les sous-traitants locaux, tel le Qatar.

Le secrétaire général de l'Otan, Rasmussen, et le ministre américain de la Défense, Panetta, ont tiré les mêmes leçons de la guerre contre la Libye. Finalement, l'intervention américaine en Libye a été décisive, alors que l'Europe aurait dû aborder cette guerre elle-même, puisque c'était dans son propre jardin ! La leçon est donc que les États européens membres de l'Otan doivent d'urgence investir dans la grosse artillerie militaire. Mais, en ces temps d'économies, ce n'est pas une chose facile à défendre.

Pour les États-Unis, la Chine est le principal rival à l'échelle mondiale. Washington se rend compte qu'elle ne pourra jamais remporter la lutte économique contre la Chine, et certainement pas dans un environnement de paix. Aussi la stratégie des États-Unis est-elle centrée sur le blocage de l'influence économique croissante de la Chine. Si les États-Unis ne peuvent pas garder le terrain solidement en main, ils créent le chaos afin de plonger l'adversaire dans les difficultés. Ils viennent d'installer un régime réactionnaire en Libye. Au Pakistan, ils soutiennent les Baloutches et leur lutte pour l'indépendance, et ils œuvrent contre le pipeline prévu entre le port de Gwadar et la Chine. Ils poussent le gouvernement et l'armée du Pakistan à mener la guerre contre leur propre population sous prétexte de lutter contre les Talibans afghans. Le chaos qu'ils créent en Somalie sévit sur toute la Corne de l'Afrique. Et, au Sud-Soudan, qui vient à peine de se séparer, les Américains veulent emporter le pétrole via un pipeline direct vers le Kenya, sans passer par le Nord-Soudan.

Enfin, il y a le facteur du printemps arabe.

Mohamed Hassan : Avec les révoltes populaires en Tunisie et en Égypte, l'impérialisme a été quelque peu perturbé, mais, récemment, il a de nouveau marqué des points. Ces « révolutions » n'ont encore rien changé de fondamental. Il faut bien tenir compte du fait qu'un pays comme l'Égypte a connu quarante ans de démantèlement économique. Ce pays avait besoin d'une révolution ! Aujourd'hui, il n'y a encore eu guère plus qu'une étincelle, mais les troubles se poursuivront dans le pays tant que rien ne changera fondamentalement.

On peut tenir des élections et en même temps tenter de poursuivre le maintien d'une dictature militaire et, finalement, la population n'a pas d'autre choix que de se révolter jusqu'à ce que vienne un système politique qui corresponde à ses intérêts. Et on a quand même atteint quelque chose. L'Égypte de Moubarak avait perdu toute souveraineté : elle était soumise à Israël, elle ne contrôlait pas vraiment le canal de Suez et elle envoyait des médecins militaires en Afghanistan. Le fait que les Égyptiens ont pris d'assaut l'ambassade d'Israël aurait été impensable il y a un an. Mais cela s'est bel et bien produit, voici quelques semaines. Aujourd'hui, Le Caire refuse d'encore fournir du gaz à Israël en dessous du prix du marché, comme naguère, et il a déjà laissé naviguer un vaisseau de guerre iranien dans le canal de Suez…

Mohamed Hassan mardi 13 décembre 2011

Tony Busselen et Bert De Belder

Source : le site du PTB

http://www.ptb.be/weekblad/artikel/interview-de-mohamed-hassan-la-syrie-piece-embarrassante-dans-le-puzzle-americain.html

---

1-2 Léon Camus : Les États faillis d'Europe et d'Amérique nous offriront-ils une « Guerre de Noël ». La faillite occidentale à l'heure de l'Orient convulsionnaire.
D'un côté, un monde arabe secoué de spasmes tectoniques avec deux épicentres actuels, l'Égypte et la Syrie, de l'autre, les deux pôles de la puissance occidentale, États-Unis et Union européenne, cheminant cahin-caha au bord de l'abîme ! Reste à savoir si la conjonction de ces deux menaces ou la rencontre de ces deux dynamiques entropiques aboutiront ou non à une « Guerre de Noël » ? Cadeau vénéneux que des élites faillies pourraient bien apporter aux peuples sidérés pour se dédouaner de leurs échecs et « suspendre » la démocratie ! Cela afin d'être libres d'appliquer les plans quasi totalitaires qu'ils nous ont concoctés : austérité, contrôle social et projections des forces vives dans le brasier de guerres sans fin… Conflits ultimes servant à justifier un ordre social fondé sur l'idolâtrie de la marchandise, soit un Nouvel Ordre innommable aux mains d'oligarchies d'argent, ennemies résolues du genre humain.

Ce dimanche 24 novembre au Caire, après six jours d'émeute et 41 morts sur la Place des Martyrs, alors que la junte militaire tenant les rêne du pouvoir depuis le 11 février semble lâcher du lest, alors que commence le long accouchement, étalé sur quatre mois, des élections législatives, la « crise » égyptienne paraît plus que jamais sans issue et même, passablement inquiétante. Car la rue égyptienne se trouve maintenant divisée entre manifestants exigeant un « changement radical » et contre-manifestants réclamant le retour au calme et à l'ordre pour relancer une économie plongée dans un coma profond depuis un an. Ceux qui hier encore étaient unis pour chasser Moubarak se retrouvent donc aujourd'hui presque au bord de l'affrontement. Une seule certitude : comme en Tunisie et au Maroc, les Frères musulmans devraient sortir grands vainqueurs du processus électoral.

Ce même jour, le Premier ministre qatari, Hamad al-Thani, annonçait au Caire, en clôture d'un Conseil extraordinaire des ministres de la Ligue arabe, l'adoption contre la Syrie d'un train de sanctions économiques, ceci afin de contraindre le régime à cesser toute répression des mouvements subversifs œuvrant au renversement du régime baasiste… gel des comptes bancaires du gouvernement syrien dans les pays arabes, suspension des liaisons aériennes… Peu de chose apparemment, mais une « première » révélatrice de l'alignement des gouvernements arabes sur les desiderata occidentaux. Sur les 21 membres de la Ligue arabe – exception faite de la Syrie suspendue depuis la mi-novembre - 19 ont approuvé sanctions, l'Irak et le Liban s'en étant « dissociés » aux dires de cheikh Hamad ! Pendant ce temps, l'ineffable M. Juppé, après avoir reconnu les rebelles du « Conseil national syrien [comme] l'interlocuteur légitime », déclarait qui allait proposer à l'Union européenne, et au nom de la France qui n'en peut mais, l'instauration en Syrie des « zones sécurisées pour protéger les populations civiles ». Chacun pourra constater ici, qu'à quelques nuances près, le scénario qui s'écrit ces jours-ci, ressemble come deux gouttes d'eau à celui déjà appliqué à la Jamahiriya Libyenne : reconnaissance de la dissidence comme interlocuteur étatique et amorce d'un grignotage du territoire d'un État souverain sous prétexte d'action humanitaire… Arrêtons-nous un instant sur ces deux crises disjointes mais qui se développent en parallèle…

Égypte : révolution confisquée, système verrouillé, les Frères musulmans bientôt aux commandes… avec l'aval des É-U

Les Frères Musulmans, qui attendent ce moment depuis trente longues années, sont a priori les favoris des législatives qui démarrent ce lundi 28 novembre (1). Ils leur faudra cependant compter avec la jeunesse désœuvrée qui campe place Tahrir, bien décidée qu'elle est à faire bouger les lignes et à dépasser les collusions et les clivages actuels : il s'agira en conséquence pour les Frères de se démarquer nettement du Conseil suprême des forces armées qui assure actuellement la transition, mais aussi plus discrètement la continuité entre l'Égypte de Moubarak et celle d'une révolution en passe d'être confisquée… et c'est justement ce que refusent les foules en colères : se faire voler leur révolution.

Masses dont la mémoire politique est assez vive – aiguisée par les restrictions de liberté mentale qui leur ont été imposées depuis un demi siècle – pour savoir que chasser Moubarak, comme les Algériens le firent de Chadli en janvier 1992, et lui substituer un parti majoritaire en lieu et place d'un parti unique, n'a rien à voir avec une démocratie véritable. En un mot les foules attentives ont compris qu'un pouvoir semblable au précédent mais habillé de neuf était en train de s'installer silencieusement à leur corps défendant. Une conscience et une détermination impressionnante pour une plèbe en principe analphabètes, sans guide et sans idéologie autre que la volonté d'exprimer librement haut et fort leur espérance de pouvoir vivre à présent dans la dignité. Ce pourquoi elles rejettent ce qui pourrait succéder à la junte militaire : « le président sans pouvoir d'un État fantoche, des ministres impuissants et un parlement sans poids ». Au final, les Frères et leurs épigones - tel le Mouvement de la Jeunesse du 6 avril, le même qui appelle actuellement les Égyptiens à la mobilisation - seront à n'en pas douter ceux qui incarneront le mieux - d'ailleurs avec ou sans le soutien des É-U car rien n'est clair en ces temps troublés ! - le retour vital à l'ordre… et aux touristes que tous attendent avant les hypothétiques présidentielles d'avril 2012.

Inutile au demeurant de se demander pourquoi aucun des objectifs de la révolution - pourtant fort clairs : changements radicaux de la structure du système soit une rupture totale avec le régime précédent – n'a été atteint jusqu'ici excepté l'élimination de symboles trop voyants et la dissolution du Parti national démocratique, quand on sait ce qu'est vraiment la machine militaire qui a pris le relai.

En tout état de cause, le maréchal Mohamed Tantaoui, ministre de la Défense et président du Conseil suprême des forces armées est de facto le chef d'État avec Omar Souleimane pour vice-président… or les deux hommes, s'ils n'ont pas été directement désignés par les États-Unis, ont-ils été du moins explicitement agréés par Washington (2). En ce qui concerne le premier, celui-ci a noué des liens étroits avec le Pentagone lorsqu'accédant en 1991 au portefeuille de la Défense et commandant en chef des forces armées égyptiennes, il participe à la première Guerre du Golfe aux côtés de la Coalition anglo-américaine [Cf.Wikipedia]. Plusieurs câbles diplomatiques américains publiés par WikiLeaks, le décrivent en 2008 comme « charmant et courtois… âgé [il est né le 31 octobre 1935] et particulièrement insensible au changement ». Enfin pour clore provisoirement le chapitre, sachons que les États-Unis contribuent à hauteur d'1,5 md de $ annuel au budget égyptien dont la majeure partie engraisse l'armée. La cause est entendue, et le système largement verrouillé. Quelque soit le cas de figure, il semble bien que les É-U continueront à tirer les ficelles… le cas échéant par Frères interposés sauf deus ex machina, autrement dit à ce que la révolution égyptienne ait vraiment lieu à l'issue d'un soulèvement général. Ce qui semble peu probable. Reste une troisième possibilité au regard des frustrations restées à vif, celle d'un chaos durable et d'une instabilité explosive chronique dont le voisin immédiat n'aurait guère à se plaindre puisque tout l'art de ses dirigeants consiste à régner sur la Région ordo ab chao (3). D'où le pandémonium syrien pour lequel les politiques français semblent n'avoir qu'une hâte, celle d'y foncer tête baissée…

Syrie, guerre indirecte : les Pieds Nickelés anglo-franco-allemands sont à la manœuvre, les derniers jours de Bachar El-Assad ?

Tandis que M. Cameron, Premier ministre britannique annonce benoîtement la « guerre civile » en Syrie, en France le Canard enchaîné « révèle » que Paris, Londres et Ankara plancheraient activement sur la préparation d'une offensive… limitée il est vrai [23 nov. 2011].

Pour sa part, M. Juppé, qui prétend représenter les intérêts français hors frontières, durci sa chaque jour davantage sa position à l'égard du pouvoir alaouite d'Assad, déclarant avec un bel aplomb [France Info 28/11] que « ses jours sont désormais comptés »… Vous m'en direz tant ! Or si ce n'est pas une déclaration de guerre, cela y ressemble bigrement. M. Juppé estime en outre que les sanctions économiques adoptées par la Ligue arabe contre le régime syrien vont l'isoler toujours plus, et à partir de là, réaffirme la nécessité d'établir des « corridors humanitaires… seule façon d'alléger à court terme le martyr des populations » (4). Des propos abondamment repris et amplifiés par la caisse de résonnance journalistique sans que quiconque ne songe à s'esclaffer devant tant de Tartuferie ! Comme si Juppé se

préoccupait du sort des populations ? Sauf à ce que, schizophrène, il ait fini par croire à sa propre logomachie… en dépit des démentis apportés à ses projets d'ingérence armée par la Cheftaine des opération militaires des Nations unies, Valérie Amos, estimant quant à elle, que « les besoins humanitaires identifiés en Syrie ne justifient par la mise en place de tels mécanismes ».

D'ailleurs, au moment même où s'écrivent ces lignes, le 28 nov. 2011, des dizaines de milliers de personnes ne sont-elles pas rassemblées à Damas sur la place Sabaa Bahrat, au cœur de la ville, pour conspuer et dénoncer les sanctions imposées la veille par la Ligue arabe en brandissant drapeaux géants et portraits du président Assad, tandis que dans le nord du pays, à Alep et Hassaké, d'autres manifestants défilaient en rangs serrés ? Quand cessera-t-on de mentir en nous faisant croire à une révolte populaire en Syrie alors qu'il s'agit de la dissidence de groupes factieux entrainés, monnayés, équipés de l'extérieur ?

Reste que rien de l'actuelle offensive diplomatique, médiatique - et souterrainement militaire – dirigée contre Damas n'aurait pu avoir exister sans le spectaculaire retournement de la Turquie passé du camp anti-impérialiste et ami de la Syrie, à celui de supplétif de l'empire financier anglo-américain et de leurs tributaires franco-allemands.

Pendant ce temps-là, le Département d'État imperturbable – comme le sont tous les « rouleaux compresseurs » remplissant scrupuleusement un cahier des charges et suivant pas à pas un agenda - enjoint à ses ressortissants de quitter immédiatement le territoire syrien tout en faisant courir la rumeur que le porte-avion George H.W. Bush et sa flotte de combat, aurait quitté le Golfe arabo-persique pour gagner les eaux de la Méditerranée orientale. Laissant entendre ou suggérant que les États arabes et la Turquie se seraient tombés d'accord pour imposer une zone d'exclusion aérienne auquel la Marine américaine apporterait un soutien logistique… En clair, si l'on se réfère au précédent libyen, une « no fly zone » n'est qu'un violent euphémisme désignant une formidable campagne de bombardements de cibles diverses et variées… Ce que réclame à point nommé « sur certaines cibles stratégiques »,le colonel Riad Al-Assaad, chef de la prétendue Armée syrienne libre - basée en Turquie d'où partent les opérations de guerre subversive conduites sur le sol syrien (5) - et très impatient de voir matraquée depuis les airs sa terre natale… Au demeurant – réponse du berger à la bergère - la Russie prévoit d'envoyer en 2012 une flotte de guerre en Syrie (6) alors même qu'un regain de tension se manifeste entre Moscou et les Atlantistes, non seulement à propos de la crise syrienne mais aussi en raison du déploiement programmé d'un bouclier anti-missiles américain en Europe orientale et en mer Baltique. Une concomitance entre deux dossiers sensibles qui ne doit certainement rien au hasard en ce qu'il est singulièrement illustratif de la dégradation des relations Est/Ouest (7). C'est de ce contexte qu'il convient à présent d'appréhender le revirement d'une Turquie prête encore hier à former un triangle du refus avec Damas et Téhéran ?

Le stupéfiant retournement de la Turquie

Stupéfiant au premier abord, pas si l'on regarde les choses au fond. Le 17 mai 2010, les ministres des Affaires étrangères iranien, brésilien et turc signaient à Téhéran un accord sur un projet d'échange de combustible nucléaire à l'issue d'un sommet tripartite en présence des présidents Ahmadinejad, Lula da Silva et du Premier ministre turc Erdogan… ceci à la grande colère de Mme Clinton dont la politique de sanction à l'égard de l'Iran était ainsi battue en brèche. Un épisode qui faisait suite au coup d'éclat d'Erdogan le 29 janvier précédent à Davos où il infligea un spectaculaire camouflet au président israélien Pérès en rompant brutalement un échange relatif à la situation de la Bande Gaza après Plomb durci ?

Plus récemment l'on se souvient du rappel réciproque des ambassadeurs, l'État hébreu ayant refusé de présenter des excuses pour l'assaut du navire humanitaire turc Mavi Marmara – cherchant à forcer le blocus de Gaza - dans lequel 9 militants avaient trouvé la mort sous les balles des commandos israéliens.

Nous sommes en outre bien loin de cette photographie historique où se trouvaient réunis à Istanbul, lors du Sommet du Comité Permanent pour la Coopération Économique et Commerciale le 9 nov. 2009, les présidents Abdallah Gull, Bachar el Assad et Mahmoud Ahmadinejad…

Que s'est-il donc passé ?

Comment expliquer le retour dans d'Ankara dans le giron occidentaliste, alors que tous croyaient la Turquie - au moins depuis 2003 et son refus de prêter main-forte aux anglo-américains dans leur assaut contre l'Irak baasiste - dans le camp de ces nouveaux Non-Alignés que sont les grandes puissances émergentes ?

Et que l'on était en droit de s'attendre, dans la crise syrienne, à un rôle de médiateur et de bons offices de la part du gouvernement turc, alors que c'est l'exact contraire qui s'est produit !

Éléments d'explication

Au lendemain du rapprochement turco-syrien et turco-iranien, les potentats du Golfe se sont attelés à détourner le tandem Gull/Erdogan de leurs tropismes syro-iraniens, obéissant en cela à leurs peurs de voir se constituer un pôle régional dominé par les Chiites exécrés… satisfaisant en cela à toutes les attentes de Washington.

Résultat, le Qatar, base arrière avancée de l'influence américaine dans la Péninsule, s'est empressé d'annoncer son intention de construire en Turquie un complexe gazier de liquéfaction destiné aux exportation vers l'UE.

Ajoutons au nombre des carottes, que les Turcs fort marris de porter à leur flanc sud la tumeur du PKK expression de l'irrédentisme kurde, convoitait la possession de drones tueurs, maîtres incontestés des champs de bataille asymétriques dans les conflits de basse intensité.

Dans un premier temps, Tel-Aviv en a vendu à Ankara, mais les machines de mort ont été réexpédiées à l'envoyeur parce que défectueuses… D'ailleurs l'une des raisons sous-jacentes de la dégradation de relations entre les deux capitales !

Puis la Turquie a tenté de s'équiper auprès de la France et de l'Italie. En vain, les Israéliens ayant mis des bâtons dans les roues et fait capoter les accords. Au bout du compte, une demande à Washington - également bloquée un certain temps par Congrès sous la pression du lobby israélien - finit par aboutir. Des Predators sont désormais prépositionnés sur la base aérienne d'Incirlik, ce qui suppose, à l'évidence… un échange de bons procédés !

S'ajoute à cela les relations historiques existant entre le parti au pouvoir en Turquie, « Développement et Justice », islamiste réputé modéré, et les Frères musulmans, principale force de l'opposition syrienne en exil. Mais in fine aucun des éléments évoquée ne suffit à lui seul, ou tous ensembles, à expliquer l'actuel acharnement de la Turquie contre le régime syrien. En fait, il aura fallu aux fins stratèges du Département d'État de trouver la façon de canaliser les velléités d'expansion régionale d'Ankara. Car il est impossible d'ignorer les ambitions pantouraniennes et néo-ottomanes qui travaillent depuis des lustres l'inconscient collectif des élites turques, kémalistes ou religieuses, où elles étaient en sommeil. Et d'abord parce qu'elles sont une donnée structurelle de la Turquie de toujours dont les représentants d'aujourd'hui sont génétiquement héritiers du mouvement des Jeunes Turcs… ceux-là mêmes qui abolirent le Khalifat, pour mieux – puisqu'ainsi fonctionne le balancier de l'histoire – œuvrer présentement à sa reconstitution sur le pourtour méditerranéen à l'occasion de ces « Printemps arabes » et du Projet d'Union euroméditerranéenne du président sarkozy…

La boucle est bouclée.

Il fallait donc en plus de la « gazinière », des drones de combat, donner un os à ronger aux puissants appétits d'Ankara… auxquels Washington à su faire miroiter l'éventualité proche d'un leadership turc sur la Communauté des croyants ! Un Khalifat modernisé sous la forme de démocraties islamiques, pluralistes et… libérales autant que faire se peut, la Charia devant s'adapter elle-aussi au monde moderne. Ainsi Washington ayant échoué « à donner » l'Europe à la Turquie - et pas seulement l'y faire entrer – est parvenu à désamorce les tensions, réelles ou simulées, qui ont opposé Ankara et Tel-Aviv… en jetant la Syrie en pâture à la Turquie, c'est-à-dire en semblant souscrire aux ambitions régionales de l'AKP, Washington a réintégré le Turc - un moment tenté par le néo Tiers-mondisme des Émergents - dans sa propre stratégie d'unification du Marché régional, sur les décombres des nations arabes morcelées en entités confessionnelles et/ou ethniques, mais en passe de se trouver rassemblées au sein d'une aire islamique homogène dans la diversité.

En un mot comme en cent la crise syrienne scelle le retour de la Turquie dans l'orbite américaine.

Ce qui marque, pour l'heure, une victoire de la diplomatie de l'Administration Obama, mais constitue un danger immédiat pour nous Européens qui devront, une fois de plus, payer le prix de la guerre. L'ancien ambassadeur d'Israël à Washington, Itamar Rabinovitch, dans les colonnes de l'International Herald Tribune [19 nov. 2011] a eu l'amabilité de nous expliquer qu'avant l'arrivée au pouvoir en 1970 des Alaouites « la République syrienne était un État faible et instable, une arène pour les rivalités régionales et internationales ». Or pour le docte analyste, ces derniers mois signifient précisément un retour à la « situation ante quo, c'est-à-dire prévalant avant 1970 ». Une Syrie faible, en proie au chaos voilà donc ce qui sied à M. Rabinovitch « profondément préoccupé par la menace iranienne, Israël pense qu'enlever la brique syrienne du mur iranien pourrait déboucher sur une nouvelle phase de la politique régionale ». Serait-ce là l'ultima ratio des événements vu de l'autre côté des collines du Golan ? N'en doutons pas. Nous savions déjà que de la révolte contre Damas et des manœuvres qui lui sont connexes, ne visent pas seulement la Syrie, mais aussi la Palestine, le Liban et l'Iran...

Cette fois-ci seulement, c'est « eux » qui le disent !

Notes :

1- Le vote du lundi 28 qui intervient après une semaine d'affrontements place Tahrir qui ont fait 42 morts et 3 000 blessés, ne concerne qu'un tiers des gouvernorats soit 17,5 millions sur quelque 40 millions d'électeurs, notamment au Caire, Alexandrie et Louxor en Haute Égypte.

Les Frères musulmans qui disposent d'une véritable organisation escomptent 30% des suffrages. Les résultats définitifs ne seront pas connus avant mi-janvier 2012.

2 - Les deux hommes sont ceux qui ont couvert les programmes dit de « restitution extraordinaire » de la CIA quant à l'hébergement et au « traitement » de certains prisonniers du champ de bataille afghan et irakien, soumis à des interrogatoires « non conventionnels » ne pouvant être conduits sur les bases ou le territoire américains. Cf. Parlement canadien : http://www.parl.gc.ca/Content/LOP/r....

3 - Il ne sort malheureusement pas que du bon pour les semeurs de zizanie de la Boîte de Pandore qu'ils ont ouverte : encore ce 28 nov. au matin des « saboteurs » ont fait sauter dans le Sinaï pour la 9e reprise un gazoduc alimentant Israël à l'heure où les bureaux de votes commençaient à ouvrir… un avertissement représentatif de la poudrière que devient à vitesse grand V l'Égypte du Siècle des tempêtes. L'Égypte fournit 43% du gaz naturel consommé en Israël à partir duquel 40% de sa consommation électrique est produite. Le gaz égyptien couvre également 80% des besoins jordaniens pour sa propre production d'électricité, soit 6,8 millions de mètres cubes de gaz quotidiens.

4 - L'éternel prétexte humanitaire dont les corridors sont un fleuron, brandi par tous ces gens qui entendent nous faire croire en leurs impérieux sentiments « moraux ». Mais lors que l'armées américaines massacrait en Afghanistan, dans le mépris plus absolu des lois et coutumes de guerre, des

prisonniers (l'écrasement sous les bombes de la prison forteresse de Kalat i Jambi ou ce fameux convoi de prisonniers du champ de bataille qui n'achemina à Bagram en décembre 2001 que des cadavres mitraillés), ou lorsqu'en février 1991, elle enterrait vivants les fantassins de Saddam dans leurs tranchées à la frontière koweitienne, sonnés qu'ils étaient par deux semaines de bombardement, ou encore quand l'aviation coalisée carbonisait des colonnes de fuyards sur « l'autoroute de la mort » à coup de bombes à dépression, ou bien quand le généralissime Schwarzkopf engageait sereinement une « bataille d'annihilation » - qu'il ne conduisit pas à son terme - c'est-à-dire de destruction totale des personnels ennemis, en l'occurrence les 500 000 soldats irakiens déployés face à la coalition occidentale… sans oublier les engins au phosphore lancées sur les civils gazaouis en 2009 à l'occasion de l'Opération Plomb durci et de ses 13 000 morts… lesquelles n'émurent pas grand monde dans la classe médiatique. Aucune des grandes gueules qui posent aujourd'hui à l'autorité morale ne l'ouvrait alors. Or c'est l'héritage de siècles et de la civilisation qui se trouve bafoué, refoulé et nié dans et par une telle attitude !

5 - La solidarité sunnite se trouve également à l'œuvre au nord du Liban. Les camps palestiniens près de Saïda regroupent de nombreux salafistes entraînés, ceux-là qui en 2008 donnèrent du fil à retordre à l'armée libanaise. De source locale fiable, environ 17 000 - chiffre considérable - de ces combattants, aguerris sur différents théâtres d'opérations, seraient déjà « opérationnels » en Syrie.

6 - Selon les Izvestia, le porte-avion russe, Amiral Kouznetsov, vient en effet de quitter la Mer de Barents avec son escadre à destination de la base navale russe dans la rade syrienne de Tartous qui devrait atteindre en janvier 2012n officiellement pour une simple escale prévue depuis 2010. L'analyste dissident T. Meyssan signale depuis Damas que la Russie aurait également envoyé deux croiseurs à Tartous où du matériel de guerre serait dès à présent débarqué « à flux tendu comme à l'époque d'Andropov ». – Voir aussi Russia warships to enter Syria waters in bid to stem foreign intervention. Haaretz – 18 nov. 2011. Il aura fallu attendre le 28 nov. Pour que l'AFP diffuse cette information.

7 – 23 nov. 2011. AP. Le président Dimitri Medvedev a déclaré mercredi que la Russie déploierait ses missiles vers les sites américains anti-missile en Europe si Washington continuait à ignorer les demandes de Moscou relatives à ce « bouclier ». De son côté la Maison Blanche a fait savoir que les États-Unis ne limiteront pas ou ne changeront pas leurs projets dans ce domaine en dépit des nouvelles menaces de la Russie.

Léon Camus

samedi 3 décembre 2011

---

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage
Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.
2-1 Marie-Ange : Demande d'aide pour la Syrie.

Chers amis,

je vous fais suivre un message urgent reçu de Mère Agnès-Maryam de la Croix, et du Monastère de Saint Jacques l'Intercis, décrivant la situation ces dernières semaines et nous demandant d'aider les familles pauvres victimes de le terreur des bandes armées qui opèrent dans les villages et campagnes.

Cette aide est une forme de solidarité avec la population syrienne qui résiste à l'agression contre le pays.

Lettre en pièce jointe et sur le site du monastère (visitez le site) :

http://www.maryakub.org/actualites.html .

Les lignes téléphoniques du monastère ont été coupées par les terroristes il y a une dizaine de jours (avec comme conséquence l'inaccessibilité aussi à Internet depuis le monastère).

Diffusez cet appel, s'il-vous-plaît, nous pouvons les aider doublement : par notre contribution financière mais aussi par le soutien moral et la solidarité politique que cela représente.

marie-ange

Voici deux autres messages reçus d'amies syriennes à Damas, hier soir et ce matin, après l'attentat :

« Je n'avais pas d'Internet et pas de communications internationales hier, je voulais t'appeler pour te tenir au courant et te demander comment on pouvait fermer la boite a mensonges qui s'appelle France 24 : le titre de l'attentat se nommait répression en Syrie, et ils expliquent que malgré l'arrivée des observateurs, le régime continue à réprimer la population...

Mais cela n'a pas empêché les manifs nocturnes dans TOUTE la Syrie en solidarité avec le peuple et contre les barbares de al Qaeda (pas que sur le lieu de l'attentat) et ce malgré les recommandations et l'appel à la prudence. Les donneurs de sang ont afflué, jusqu'à l'annonce à la télé que les besoins étaient couverts.

J'étais à quelques Kms et on a bien entendu les déflagrations. Une nouvelle escalade dans la violence contre la Syrie. »

"[23 décembre] Personne n'a décoré l'extérieur de leurs maisons pour noël par empathie pour les familles endeuillées, à la place on mettra des drapeaux

[...] Aujourd'hui (24 XII), jour de deuil si vous aviez vu les milliers de personnes de toutes confessions hommes et femmes devant la mosquée des Omeyyades, et à l'intérieur gens de toutes les confessions, c'était tellement émouvant, même a Tartous ils ont sonné les cloches, tout le peuple est prêt a faire de son corps un rempart contre ces meurtriers envoyés par les monstres de ce monde, pour empêcher notre destruction et pour notre unité ».

Sent: Saturday, December 24, 2011

Réponse d'Agnès-Mariam de la Croix à un reportage à la diffsion de Syrie : diffusion par Arte d'un film de propagande

Mère Agnès-Mariam de la Croix, higoumène du monastère de Saint Jacques le Mutilé à Qâra (Syrie) répond à la propagande de guerre relayée par la journaliste française Sofia Amara (*) dans le film diffusé par la chaîne Arte le 11 octobre 2011. Elle démonte les faits rapportés comme n'ayant aucun rapport avec ce qui se passe sur le terrain. Un film médiocre, devant servir la propagande de ceux qui veulent mettre la Syrie à feu et à sang, qui déshonore Arte.

Sofia Amara : le reportage de la propagande

Agnès-Mariam de la Croix

Le lancement d'Arte cherchait un maximum d'audience et de crédibilité. « Pour la première fois depuis le début de la révolte en mars, une journaliste indépendante a pu, en août dernier, se rendre en Syrie, pays interdit aux médias. » Cela fait-il allusion à son départ précipité de Radio Monte Carlo ? Et Depuis quand la Syrie est-elle interdite aux médias, lorsque des voyages de presse sont organisés pour tout le monde y compris russes et chinois, l'un des derniers à l'être fut par des hommes d'affaires pour une centaine de journalistes et de personnalités d'Est et d'Ouest [1].

En tous les cas, le ton est donné, relayé par France-info.

Arte nous avait promis de voir de nos yeux les preuves infrangibles du « permis de tuer » dans « l'enfer de la répression » en Syrie. Je vis en Syrie depuis 1994. Je n'ai jamais fait de la politique. Le régime syrien ne figure pas dans les causes qui motivent mon action. Cependant il m'est difficile de me taire lorsque j'assiste à des manipulations médiatiques car elles ont un impact négatif sur la stabilité du pays et, surtout, sur la crédibilité de l'opposition. Le reportage de Sofia Amara est une preuve à l'appui que nos « amis de l'Ouest » qui cherchent à nous aider ont tendance à mettre les pieds dans le plat.

Auparavant j'avais lu l'interview que notre reporter avait accordée à La Vie. Choquée par sa superficialité je l'avais commentée. C'est donc avec une faim non encore assouvie que j'ai littéralement dévoré les séquences de l'épopée de notre amazone dans son incursion O combien dangereuse, parait-il, dans le pays où j'habite. Tenaillée par le désir de voir de mes yeux les crimes du régime je suis renvoyée à ma faim avec un documentaire aussi chiche qu'une boustifaille. On est au mois d'août à un moment où la presse mondiale assure déjà que les insurgés « sont obligés de s'armer pour faire face à la violence du régime » et les témoins racolés assurent, à contre-courant et en déphasage chronologique, que les manifestations sont pacifiques.

En fait, à chaque pas, Sofia Amara s'écarte beaucoup de la charte de Munich, où est demandé au reporter de couvrir la réalité des faits et de rendre compte d'une manière pertinente des faits qu'il rapporte. Au lieu de l'enquête, c'est du qu'en-dira-t-on, au lieu des preuves, c'est du qu'en- dira-t-on, au lieu des témoins, c'est des qu'en-dira-t-on. Plat unique et universel pour audience d'abrutis malgré l'accompagnement sonore extradé d'un film de vampires et qui ne trompe personne.

Selon cette charte, pour ne rappeler que certains devoirs, l'éthique veut que le ou la journaliste :

1. Respecte la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même, et ce, en raison du droit que le public a de connaître
2. Publie seulement les informations dont l'origine est connue ou les accompagner, si c'est nécessaire, des réserves qui s'imposent ; ne pas supprimer les informations essentielles et ne pas altérer les textes et les documents
3. N'use pas de méthodes déloyales pour obtenir des informations, des photographies et des documents
4. Rectifie toute information publiée qui se révèle inexacte
5. S'interdise le plagiat, la calomnie, la diffamation, les accusations sans fondement ainsi que de recevoir un quelconque avantage en raison de la publication ou de la suppression d'une information
6. Ne confonde jamais le métier de journaliste avec celui du publicitaire ou du propagandiste ; n'accepte aucune consigne, directe ou indirecte, des annonceurs
7. Refuse toute pression et n'accepte de directives rédactionnelles que des responsables de la rédaction.

Sofia Amara transgresse à tout bout de champs ces devoirs élémentaires du journalisme. Etait-ce la peine de venir « incognito » en Syrie, au péril de sa vie, pour ne filmer que des visages floutés, des bustes, des

pieds et des mains, des dos, des canapés, des repas vaguement syriens, des décors peu convaincants, quelques rues anonymes et secondaires avec des bâtiments endommagés, des immondices, des enfants répétant leurs leçons ?

Mais prenons au mot le lancement d'Arte qui est quand même un certificat d'authentification journalistique et suivons les jalons qu'il nous propose :

« Sofia Amara a suivi au quotidien le travail des comités de coordination de la révolution. » Piètre trophée de guerre ravi à la vigilance syrienne : une demi-douzaine de personnages anonymes qu'on croirait syriens et dont l'accent, surtout celui dudit Mohammed Ali, est bizarrement très libanais ? En guise de travail des comités de révolutions que voyons-nous ? Un individu nonchalamment étendu par terre, en train de manger à côté de son chat ou d'autres manipulant leur ordinateur.

« À Damas et à Homs, elle a filmé l'organisation des manifestations à la sortie des mosquées. »

Habitant dans le diocèse de Homs qu'il me soit permis de dénoncer la version des faits rapportés de Homs. Il s'agit d'une version tronquée et partisane pour ne pas dire malhonnête. Le médecin et l'infirmière dont on ne voit que le dos, sont mis à contribution pour relater des horreurs soi-disant perpétrées à l'hôpital militaire de la ville. Je connais parfaitement la question puisque les médecins qui travaillent dans cet hôpital sont des amis de notre diocèse. Le récit en son entier est faux et frauduleux. Je trouve que c'est honteux de chercher des figurants pour raconter des balivernes, sans se soucier d'aucune preuve.

Par ailleurs l'avantage insigne du documentaire réside dans le fait que nous sommes enfin renseignés sur la dynamique primaire de l'opposition. On prie dans la mosquée le vendredi et à peine finie la prière on se lève comme des forcenés ¬ galvanisés avec du Keptagon [2] ?- en criant des slogans islamistes de bas calibre. Mais, au passage, les figurants et la réalisatrice ont oublié qu'il fallait se rechausser pour que çà ressemble à du vrai…. Alors était-on vraiment dans une mosquée, un vrai vendredi, durant une vraie prière, à l'entrée d'une vraie manifestation, ou était-ce un scénario [3] ? Un vrai camouflet pour la cause de la révolution syrienne ! Non seulement il s'agit d'une révolution à teinture religieuse, mais on ne sait même pas si les figurants sont de vrais musulmans !

« À Rastan, elle a rencontré des officiers entrés en résistance, qui affirment avoir constitué une "armée libre" pour tenter de s'opposer à la répression. »

Le suspense bon marché est à son comble de voir notre amazone perchée sur une moto, voulant nous faire croire qu'elle se déplace incognito, alors qu'elle s'habille de telle manière qu'elle est reconnaissable à vingt lieux, ne fusse que par les badauds du coin qui feront des gorges chaudes de leur voisin cavalcadant à la tombée de la nuit avec une étrangère [4]… Belle preuve sur l'omniprésence des services secrets en Syrie où, nous a-t-elle avertis, « tout le monde peut être informateur ». J'en conclus que les services secrets syriens qui n'ont pas su détecter cet artifice, sont en baisse sérieuse de vigilance ou, miracle ! Ils ont été reconvertis en enfants de chœur par les réformes décrétées par le Président Bachar El Assad ! Avis aux détracteurs.

Puis vient le moment des funérailles du lieutenant dissident Fadi Kassem. Pourquoi ne voit-on pas son visage en direct ? Pourquoi aucun de ses compagnons d'armes n'est présent ? Pourquoi ne lui rend-t-on pas l'honneur des armes ? Au lieu de cela on a réquisitionné ce qui semble être un traducteur assermenté (ceux en Syrie qui parlent le français), on lui a mis des guenilles et le voilà gesticulant dans tous les sens, feignant de baragouiner le français, alors qu'il se dévoile en prononçant les « p » [5] comme un francophone chevronné. Il essaye d'appeler le Président Sarkozy au secours avec l'espoir que ses appels suppléeront un mandat officiel de l'ONU à l'OTAN pour une intervention humanitaire !

Après des apéritifs de mauvaise qualité avec la « mère du défunt », maquillée, contrairement aux us, et peinant à verser quelques larmes, nous sommes pris d'indigestion devant la manifestation nocturne en

hommage au défunt. Bien qu'on soit en deuil, le mort ayant été enterré quelques heures plus tôt, on danse et crie à tue-tête au son de « Al Houwara », musique on ne peut plus joviale, réservée pour les jours de bonne chère. En Syrie, il y a eu des meetings de protestations pour les victimes des représailles. Jamais ils n'ont tourné à des réjouissances avec danses au son de « Al Houwara ». On voit bien que Sofia Amara méconnait les us et coutumes syriennes et qu'elle n'a pas su agencer ses séquences dans la logique de la réalité socioculturelle. Ici la méprise est de mauvais goût pour la mémoire du défunt, si jamais défunt il y eut.

« À Hama, elle a pu mesurer la violence du régime : bombardements de civils, tirs à balles réelles sur les manifestants, détentions arbitraires, exécutions sommaires, tortures... »

La « violence du régime » n'est malheureusement pas filmée directement dans ce documentaire. A part le témoin unique à visage découvert qui nous montre des traces de sévices corporels, elle est une reprise de données enregistrées sur deux ordinateurs reliés en direct par Justin TV à Al Jazirah.

N'est ce pas dommage de se replier sur des images immatérielles auxquelles ont peut avoir accès n'importe où sous le ciel alors qu'un témoin en chair et en os était présent sur place ? En définitive nous en sommes, en fait de preuves concluantes, au niveau zéro, compte donné que les observateurs impartiaux sont d'accord pour dire que les vidéos qui passent sur Al Jazirah sont des montages, des collages et des plagiats de documentaires antérieurs, appartenant à d'autres circonstances, et interposés sans vergogne.

Quelle utilité de venir en Syrie pour filmer des films d'une date antérieure dans l'ordinateur d'un personnage flouté dont on ne voit que le dos, les mains ou la chemise et qui ne fournit aucune connexion en ville, qui ne participe à aucune réunion, qui ne présente aucune preuve convaincante d'être un manifestant, encore moins un chef de réseau de la révolution ? Ce sont des assertions qu'on entend, certes, mais déontologiquement il est de notre devoir de douter de tout ce qui n'apporte aucune preuve convaincante. Est-on vraiment avec un activiste de Hama ? Comment le savoir puisqu'on ne filme qu'intra muros où on n'aperçoit que des tables, un lit, des chaises et des canapés ?

Dans le quartier de Kaylaniya, elle a rencontré les familles de victimes du massacre de 1982, qui ont été enterrées dans des jardins publics.

Alors que notre journaliste parlait tantôt avec des activistes athées de Hama, voilà qu'elle se retrouve avec les familles des victimes des massacres de 1982 qui appartiennent à la formation politique très religieuse des Frères musulmans.

On nous montre des terrains vagues où certains habitants assurent que les leurs ont été enterrés en 1982 et où les victimes actuelles sont inhumées parce que les forces de l'ordre ont attaqué les cimetières. Mais, là aussi, il s'agit d'un colportage d'information. Les lieux en question sont inhabituellement déserts pour des jardins publics, il n'y a pas de perspective ni de vues générales pour nous situer. On dirait que le caméraman évite de nous dire où il se trouve comme si le spectateur était un agent de la sécurité. Nous ne voyons pas non plus le cimetière, ciblé par l'armée nous dit-on, nous ne savons pas si, en dessous de la terre filmée, il y a des corps inhumés. Les personnes qui témoignent peuvent être n'importe qui et dire n'importe quoi. Dommage pour la vérité.

Ces images et ces témoignages montrent pour la première fois l'implication de membres du Hezbollah libanais et de gardiens de la Révolution iranienne dans les massacres.

Pour la libanaise que je suis qu'il me soit permis de douter des « images » refilées à notre reporter. Voir deux barbus dans une séquence n'est absolument pas une preuve qu'il s'agit de membres du Hezbollah. Il y a lieu de se demander pourquoi l'armée syrienne, forte d'un demi million d'hommes, s'encombrerait-elle de combattants iraniens ou chiites ? La rumeur seule n'est pas suffisante pour constituer un chef d'accusation.

Ce qui se dégage en définitive du film de Sofia Amara c'est de deux choses l'une : ou bien la révolution syrienne est orpheline de toute évidence sérieuse face au régime qui l'opprime, ou bien l'odyssée à laquelle nous assistons est un trucage obscène qui tourne en dérision cette même révolution.

À la manière d'un carnet de route, ce film raconte aussi les coulisses d'un voyage à haut risque, montrant les dangers encourus quand on filme une manifestation ou les ruses inventées pour rencontrer les activistes. Autant d'éléments qui rendent compte de l'atmosphère de terreur qui règne dans le pays.

Selon moi ce film est une mise en scène médiocre et à moindre frais, où le risque a été évité grâce au trucage ou au copiage. Il démontre en premier lieu qu'en Syrie il y a un laisser aller flagrant des forces de sécurité. Ensuite il prouve que, lorsque le sujet cadre avec la propagande du jour, il peut avoir pignon sur rue. Sofia Amara s'était présentée comme René Caillé infiltrant Tambouctou ou Christophe Colomb en danger chez les anthropophages. Malheureusement elle n'est ni l'un ni l'autre. Dommage pour une chaine comme Arte de se faire ainsi berner elle qui a l'habitude de nous proposer des ouvrages exceptionnels. Annoncer au public des évidences de première main alors qu'on se retrouve devant un navet jette sur elle un discrédit regrettable.

Mère Agnès-Mariam de la Croix
Dimanche 16 octobre 2011

(*) Mère Agnès-Mariam de la Croix avait déjà dénoncé les propos rapportés par la journaliste Sofia Amara, dans une interview publiée par le magazine "La Vie", voir :
« Syrie : Schizophrénie médiatique, l'interview de Sofia Amara », par Agnès-Mariam de la Croix, 1er octobre 2011.

[1] Voir : « Gilles Munier : Hama, l'OSDH, l'OTAN, Israël, l'Arabie Saoudite, l'Irak et autres sujets nous concernant », par Gilles Munier, 21 septembre 2011.
On consultera utilement un article qui prouve que Sofia Amara n'est pas la première journaliste à se rendre en Syrie : « Soirée Arte sur la Syrie : deux heures de stalinisme bobo », par Louis Denghien, 12 octobre 2011.

[2] Genre d'Amphétamine en comprimés, appelés « performance enhancer » ou exacerbateur de tâches. À diverses reprises des témoins oculaires attestent que les insurgés sont drogués, en état de transe, insensibles à la douleur. Les douanes syriennes ont capté des millions de comprimés Keptagone en provenance du Liban (où elles sont fabriquées).

[3] On ne rentre dans une mosquée que déchaussé, sinon c'est un crime de lèse-majesté. Au vestibule les fidèles laissent leurs chaussures. Ils ont besoin d'assez de temps pour se rechausser. Ce qui n'est pas le cas dans le documentaire où, en se levant de leurs prières, les fidèles commencent à crier. Ils se seraient rechaussés dans cet état de transe ? Il s'agit de toute évidence d'une mise en scène flagrante.

[4] A Damas, la mère d'une de nos orphelines est sans cesse harcelée, sur délations des voisins musulmans, par la police des mœurs parce qu'elle cohabite avec un homme qui n'est pas son mari. On n'enfreint pas impunément les lois sociales en Syrie. Si Sofia et son compagnon n'étaient pas arrêtés pour « espionnage » ils l'auraient été pour « mœurs » !

[5] Chose impossible pour l'arabe qui n'a pas cette lettre. C'est comme pour un français rouler les r.

Dimanche 16 octobre 2011

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Mere-Agnes_Mariam_de-la-croix.161011.htm

---

---

3 Annexe

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

3-1 Léon Camus : Qui veut la peau de Vladimir Poutine ?
Léon Camus
vendredi 16 décembre 2011
La colère virtuelle gronde sur la Toile et déborde sur la rue moscovite pour dénoncer Poutine le ripou et les fraudes électorales qui frapperaient de nullité les dernières élections législatives russes. Mais que cherchent les agitateurs télématiques et les provocateurs de la voie publique ? Un changement de régime en Russie ? Bloquer la réélection de Poutine à la présidence en mars prochain ? Dissuader Moscou de persévérer à soutenir le Baas syrien et d'envoyer sa flotte de guerre en Méditerranée orientale ? Ou encore de continuer à participer au programme nucléaire iranien ? Ou bien tout cela ensemble ? N'empêche, l'escalade des défis, et de menaces tous azimuts devient de jour en jour plus manifeste au risque - peut-être – de nous conduire vers un conflit généralisé… Car sans être outrancièrement alarmiste, et moins encore catastrophiste, il est à l'heure actuelle difficile d'ignorer que sur le tableau de bord mondial tous les voyants, les uns après les autres, passent au rouge. Encore qu'il faille se montrer prudent, car les fauteurs de guerre – les vrais – s'entendent à brouiller les pistes, à jeter de l'huile sur le feu, à souffler le chaud puis le froid et attiser les peurs… ce faisant, parfois même sous couvert de dénonciation des périls, à préparer les esprits au pire mais en inversant habilement causes et effets… c'est-à-dire en imputant leurs propres intentions criminelles à des tiers qui n'en peuvent mais !

Oceania contre Eastasia… comme dans le roman éponyme « 1984 » ?
Sommes-nous entrés définitivement dans le monde de George Orwell avec la perspective d'une confrontation tous azimuts entre un bloc euratlantique et un bloc continental eurasiatique ? L'actuelle montée des périls à laquelle nous assistons impuissants nous conduira-t-elle inéluctablement à un conflit potentiellement mondial ? Ou bien tout cela n'est-il qu'une prodigieuse partie de bluff, une guerre par l'imaginaire des foules interposé grâce aux formidables capacités de manipulation mentale qu'ont engendrées la science et l'art publicitaire… aujourd'hui démultipliés par la télématique avec ses réseaux sociaux vecteurs de vents de rumeurs continentaux, de paniques et d'élans passionnels collectifs se propageant à la vitesse de la lumière ?
Les provocations militaires et diplomatiques de l'Administration Obama contre la Russie et la Chine – parce que c'est de cela dont il s'agit - entrent certainement dans ce cadre, tout comme les déclarations inouïes de Mme Clinton s'ingérant brutalement dans les affaires russes 1 … en conduisant derechef, avec un infernal toupet, une inédite diplomatie du trompe l'œil et de ce que les anglo-saxons nomment le deception game… tromperie et désinformation en temps réel puisqu'à l'âge virtuel, la réalité est condamnée à s'effacer devant la perception subjective des événements et leur cortège d'émotions, de colère et d'erreurs que véhiculent mots et images calibrés à la mesure des tirs de barrage médiatiques !
Moscou face à une tentative de « révolution d'automne »
Dimanche 4 décembre, Russie Unie, le parti des compères Medvedev et Poutine, arrive en tête des élections législatives avec 49,3% des voix, soit 238 sièges sur les 450 que compte la chambre basse, la Douma, subissant néanmoins un recul de 77 sièges 2. L'agitation commence le lendemain lorsque 3000 militants du mouvement libéral Solidarnost sous la conduite d'Ilya Yashin et du militant anti-corruption Alexei Navalny 3, rameutés grâce aux réseaux sociaux Twitter et Facebook, se rassemblent devant la Commission électorale pour exiger une « Russie sans Poutine »… Là, 300 manifestants parmi lesquels Yashin et Navalny sont arrêtés par les forces de l'ordre. Pour l'anecdote les images de ce rassemblement

diffusées peu après par la chaîne américaine Fox News 4 et reprises par France 24, n'étaient celles de manifestants moscovites… mais athéniens ! Seule la première impression étant la bonne et aucun correctif adéquat n'ayant été publié, ce sont des images d'émeutes que les opinions occidentales garderont en mémoire ainsi que toute la charge négative envers Poutine qui les accompagne !
Embrayant aussitôt sur ce qui apparaissait à travers la présentation qu'en faisait les médias comme l'amorce d'une révolte populaire spontanée, l'ancien président russe Mikhail Gorbatchev demandait l'annulation des élections, tandis que le ministre des Affaires étrangères britannique, William Hague - délaissant un instant la préparation d'une nouvelle guerre, cette fois contre la Syrie - cautionnait le rapport de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe dénonçant fort à propos des fraudes électorales, apparemment massives, lors du scrutin.
La révolution « FaceBook »
Alors qu'à Moscou ce lundi 12 décembre 80000 personnes – chiffre du Figaro - s'étaient réunies place des Marécages pour dénoncer les fraudes du 4 décembre, Russie unie, organisait de son côté une contre-manifestation au cœur de la capitale. Mais ici le quotidien français s'abstient de donner la moindre estimation ! Deux jours auparavant, la page Facebook « Manifestation pour des élections honnêtes » avait rassemblé virtuellement quelque 40 000 personnes. Un phénomène d'une ampleur inédite depuis le début des années 1990 – et la chute du système soviétique – pour l'opposition. Reste que les temps ont changé grâce essentiellement à ces réseaux sociaux qui font converger des foules promptes à dénoncer la « farce électorale » et à scander « Une Russie sans Poutine ». Cependant, comme l'explique l'Agence Ria Novosti « les fraudes n'ont peut-être pas été plus nombreuses, mais elles sont devenues plus visibles »… Internet aura donc joué un rôle décisif dans la perception du scrutin pour cristalliser un mécontentement jusque là diffus au sein de foules sans visage.
On peut à ce stade, s'interroger avec quelque naïveté pour savoir ce qui ou simplement qui se cache derrière des événements à l'envergure malgré tout peu imprévisibles ? En fait, point n'est besoin d'être grand clerc pour percevoir que l'opération vise d'abord à empêcher le retour de Vladimir Poutine à la présidence en mars 2012. Ce faisant, de bloquer tout maintien d'une politique de souveraineté et d'indépendance au profit d'une Vieille Russie intrinsèquement peu sensible aux charmes promis d'une gouvernance mondiale. Ajoutons que même si l'organisation de cette fronde anti-Poutine vient de loin, il est loisible de supposer que les prises de position récentes du gouvernement russe en faveur du statu quo en Syrie ne sont pas tout à fait étrangères à cette évidente tentative de déstabilisation intérieure 5 .
Naturellement le porte-parole de Vladimir Poutine, Dimitri Peskov, démentant toute fraude massive, a pris le contre-pied de la proposition formulée la veille par le président Dimitri Medvedev, lequel se disait favorable à une « vérification » des résultats électoraux 6 ! Peskov précisant que « même en admettant que les résultats puissent être contestés en justice, cela ne peut en aucun cas remettre en cause la légitimité du scrutin [car] les prétendus témoignages de fraude ne concernent à peu près que 0,5 % du nombre total de bulletins ».
À noter, parmi les voix qui s'élèvent pour dénoncer cette amorce de révolution de velours celle de l'écrivain et bloggeur - de gauche - Maxim Kalashnikov, sonneur de tocsin contre un mouvement séditieux soutenu par ceux-là même qui mettaient il y a deux décennies, la Russie en coupe réglée… ajoutant que ce serait folie de renverser le tandem Poutine-Medvedev pour installer à leur place des prédateurs internationalistes ! Et visiblement ses arguments font mouche en Russie où l'opposition libérale est singulièrement discréditée depuis le pillage de l'économie russe au cours des années Eltsine par des oligarques libéralistes triomphant, des mafieux reconvertis, des services publics à la dérive et corrompus en conséquence, une situation peu enviable encore dans toutes les mémoires.
Le quotidien international chinois Global Times dans un éditorial intitulé « L'ours ne danse pas aux mélodies occidentales » note à ce propos qu'en dépit d'une sensible baisse de suffrages au détriment de Russie Unie, les voix perdues n'ont malgré tout pas profité aux partis occidentalistes : « Les bulletins de vote sont désormais dans les poches des communistes et des libéraux démocrates ce qui ne reflète d'aucune manière un quelconque renforcement de l'idéologie pro-occidentale »… autrement dit, en faveur du renoncement à la souveraineté au profit de la financiarisation de la vie quotidienne et d'une mondialisation aussi dévorante qu'uniformisante !
Le jeu trouble de Gorbatchev, ex syndic de faillite de la Russie soviétique
Vendant la peau de l'ours avant de l'avoir tué, le Moscow Times, n'a pas hésité à écrire que cette élection serait « la dernière de Poutine ». Quant à lui, Mikhail Gorbatchev a carrément demandé

l'annulation des élections, joignant sa voix à celle de Clinton, qui ne doute de rien, exigeant qu'« une enquête exhaustive » soit rondement menée.
Si au soir des élections, le 4 décembre, Gorbatchev fut le tout premier à réclamer l'annulation des élections, il avait déjà pris de l'avance en lançant en septembre 2010, une « initiative démocratique, non partisane » intitulée « Dialogue Civil » où l'on remarquait la participation d'Alexandre Lebedev, un proche de Nathaniel Rothschild, fils de Sir James de Rothschild, en Russie passé maître ès négoce des matières premières 7. En février dernier, Gorbatchev voyait rouge et en Russie Unie il distinguait une méchante réplique de l'ex Parti communiste soviétique, prophétisant « si les choses continuent ainsi, la probabilité d'un scénario de type égyptien s'accroîtra… À ceci près que le dénouement pourrait en être bien pire » !
Dmitri Rogozin, ambassadeur russe auprès de l'OTAN, dans un entretien d'août 2008 à Der Spiegel, dépeignait ainsi Gorbatchev : celui-ci « a fort bien compris les attentes des occidentaux, mais très mal celles de son propre pays au point d'avoir fait disparaître l'Union soviétique. À l'Ouest il est applaudi pour cela, mais en Russie, Gorbatchev ne peut pas sortir sans garde du corps sinon il se ferait taper dessus... Nous les Russes sommes définitivement allergiques à des hommes politiques comme lui ». D'ailleurs lorsque qu'en 1996 Gorbatchev se présenta aux élections présidentielles, il n'obtint qu'un score minable de 0,5%...
Le mensonge arme de destruction massive
Les campagnes de diffamation médiatique dirigées contre Poutine et contre une Russie où le gouvernement s'est risqué à éclaircir les rangs de la ménagerie oligarchique, ne datent pas d'hier. Tout est bon pour vilipender, ternir l'image des dirigeants, saper leur légitimité en les dénigrant systématiquement, ce qui est une façon lente mais certaine de conditionner les opinions publiques de l'ex Monde libre, préparant ainsi le terrain aux futures et actuelles entreprises de déstabilisation des régimes non totalement alignés sur Washington et la City. On le voit actuellement pour la Syrie qui a été l'objet d'une diabolisation sourdement renforcée tout au long de la dernière décennie, préparant et conditionnant peu à peu les opinions occidentales à accepter d'avance, et même à souhaiter, une intervention étrangère pour renverser un régime honni.
Or, ce que les médias nous cachent à propos de la contestation moscovite, est que la plupart des bruyantes oppositions de la rue est financé par des fondations d'Outre Atlantique telles Democratic Alternative, la Henry Jackson Foundation, le Moscow Helsinki Group avec « Statégie 31 », ou « Da »… Une longue liste d'acteurs - individus ou groupes - tous plus ou moins soutenus matériellement par la National Endowment for Democracy - Fondation américaine pour la démocratie NED - laquelle constitue au même titre que l'US-AID, mais seulement depuis trois décennies, l'une des vitrines grand public de la Central Intelligence Agency spécialisée dans la corruption des syndicats ouvriers et patronaux et du personnel politique, de droite comme de gauche, en faveur d'une défense prioritaire des intérêts américains 8. Un fil rouge reliant entre eux une majorité d'opposants - toujours désignés comme « indépendants » - composant la mosaïque de ces indignés qui à l'heure actuelle remplissent les rues des villes russes. Comme de bien entendu les médias de l'Ouest feignent de ne rien voir ni savoir !
Pourtant dès 2006, le Kremlin dénonçait la prolifération d'associations étrangères dont certaines étaient déjà soupçonnées d'œuvrer à la déstabilisation du régime sous couvert justement de la Fondation américaine pour la démocratie. Afin de prévenir toute tentative de révolution colorée, les pouvoirs publics mettaient alors en place un sévère encadrement des Organisations non gouvernementales d'origine exotique ! Réglementation évidemment dénoncée à l'Ouest comme une nouvelle agression contre la liberté d'association.
Ainsi Golos, seule organisation indépendante de Russie pour l'observation des élections, est financée par la NED, ce que l'on trouve noir sur blanc sur le site officiel de l'agence [NED.org] : « Regional Civic Organization in Defense of Democratic Rights and Liberties Golos »… laquelle a bénéficié d'une dotation de 65 000 $ aux seules fins d'observation du cycle des élections russe de l'automne 2011 et du printemps 2012, en incluant l'analyse de la presse, des mouvements politiques, des commissions électorales et l'application de la législation.
Le cahier des charges de Golos comprenant en outre un volet communication soit des conférences de presse locales et nationales, la publication de rapports, etc. Ce qui revient à dire que les organismes qui dénoncent avec tant de vigueur la « corruption » - hélas bien réelle - et « les fraudes électorales » 9 sont en première instance financés par la NED, ce qui est loin d'être neutre et présente un caractère accentué

de conflit d'intérêt lorsque cela concerne Golos censé être l'arbitre impartial des scrutins russes, en réalité financé par un État étranger et penchant nettement en faveur de l'opposition !

Tout est bon pour discréditer la Russie de Poutine : sondages et phantasmes

Alexandre Latsa dénonçait le 13 juillet 2011 10 une série d'articles parue dans la presse occidentale (Le Figaro, Le Soir, La Tribune de Genève) désignant la Russie comme un pays sans avenir et désespérant pour sa jeunesse. Un sondage tombé à pic démontrait en effet « qu'un cinquième des Russes, 22% souhaiterait émigrer » et « qu'en trois ans, selon des données officielles, environ 1,2 million de personnes auraient déjà quitté la Russie ». Des chiffres accablants (Europe 1) montrant l'abîme séparant les déclarations fantaisistes du pouvoir et la vérité sociale d'un pays en pleine déshérence. Reste que les faits, têtus, n'ont rien à voir avec les obsessions ou les phantasmes idéologiques… car si 22% des sondés affirment vouloir émigrer, ils ne sont que 1% à préparer effectivement leur départ et ne sont que 2% à avoir pris la décision de partir… 69% par conséquent ne songe pas à quitter la Russie. Par comparaison, en 2006, 25% des jeunes britanniques souhaitaient émigrer ; 33% en décembre 2010. La même année, 30% des jeunes gens des pays membres de la ligue arabe souhaitaient eux aussi partir. En 2009, 20% des Chinois diplômés souhaitaient également voir d'autres cieux tout comme 20% des Bulgares en âge de travailler… Quant au nombre de Russes ayant définitivement émigré, le chiffre est de 105 544 depuis 2008 et non de 1,25 million ! Mauvaise foi et incompétence sont ici les deux mamelles d'une presse prompte à instruire des procès en sorcellerie et pour laquelle toutes informations même les plus controuvées, font ventre pourvu qu'elles noircissent le tableau d'une Russie patriotique et qui entend apparemment le rester.

Si la Russie le voulait elle pourrait rendre en Afghanistan aux Américains la monnaie de leur pièce Washington avant de pousser plus avant le feu de la subversion télématique devrait considérer jusqu'où exactement ne pas aller trop loin. Parce que, sans monter aux extrêmes, Moscou dispose de multiples moyens d'embarrasser les É-U, à commencer en Afghanistan… Tant que le retrait de leurs troupes n'est pas effectif, tout comme celles de l'Otan, celles-ci restent vulnérables en cas de blocus russe ! Autrement dit, au cas où Moscou interdirait son espace aérien aux vols d'approvisionnements de l'Otan, ou le transit à travers son territoire 11 . Un argument de négociation que Moscou se réserve si aucun compromis n'intervient par exemple quant au bouclier anti-missile que les É-U entendent installer en Europe du Nord 12 …

Cela même alors que le Pakistan bloque sine die la Passe de Kyber interdisant le passage aux convois de ravitaillement des coalisés, suite à l'attaque du poste de Mohmand par des troupes de l'Otan… laquelle a fait 24 morts parmi les pakistanais, sans compter les spectaculaires attentats qui détruisent régulièrement les divers convois destinés à la coalition occidentale. Si donc le Pakistan fermait à son tour son espace aérien, ce serait alors pour l'Otan la fin des haricots : les coalisés de la Force de stabilisation auront des armes mais pas de munitions, ni de carburant pour faire fonctionner leurs installations lourdement énergivores (ex. 150 litres d'eau douce épurée par homme et par jour là où il en fallait 3 ou 4 aux forces françaises combattant le Vietminh). Les réserves de l'Isaf sont en principe de trois mois, mais dans l'hypothèse d'une grève du droit de passage nord et sud, le bourbier afghan pourrait rapidement se transformer en guêpier, à savoir une sorte de Dien Bien Phu logistique pour les 130 000 hommes de l'Isaf (48 nations dont 28 membres de l'Otan. Source Otan) qui s'y trouvent enfermées à l'instant présent !

Mais ici il s'agit pour l'heure de pures spéculations, même si le Lieutenant Général du cadre pakistanais de réserve, Hamid Gul n'hésite pas à envisager publiquement une concertation avec la Russie en vue d'établir un blocus logistique des forces occidentales en Afghanistan afin que « les troupes américaines et celles de l'Otan soient étranglées [car] le temps est venu pour le Pakistan de se trouver l'occasion manquée après les attentats du 11 Septembre de regagner respect et souveraineté ». Une occasion de réhabilitation en quelque sorte et d'affranchissement à l'égard du maître américain ? Or jusqu'ici ce genre de propos était – semble-t-il - rarement tenu à haute voix. Comme les temps changent !

Les prophètes de l'Apocalypse

Retour à Washington où nous inclinerons à accorder quelque crédit à la revue géopolitique EIR 13 qui aurait publié le 7 décembre 2011 le témoignage d'un ex amiral de l'US Navy [sans autre précision] selon lequel les militaires américains craignent fortement qu'Israël n'emploie l'arme nucléaire en seconde frappe après une première attaque conventionnelle « préventive » sur l'Iran, c'est-à-dire en cas de représailles iraniennes… Étrange cas de légitime défense n'est-ce pas ?

Toujours selon l'amiral Person, la région du golfe persique et l'Est méditerranéen seraient le déclencheur pour une guerre générale. Évoquant la présence en Syrie de commandos iraniens des Gardiens de la révolution, il n'exclut pas non plus une guerre civile entre Sunnites et Chiites d'Irak après le départ des troupes américaines. « Mais étant donné la folie israélienne, je vois l'Iran comme le problème le plus effrayant ». Rejoignant ce que nombre d'observateurs pensent de façon ouverte, s'étant rendu compte de la profonde sociopathie, assortie d'une extraordinaire aptitude à manipuler les opinions et à pratiquer une systématique distorsion du réel, dominante et parfaitement repérable chez certains chefs politiques et religieux israéliens ou de la diaspora.
Face à l'escalade des menaces internationales contre l'Iran, l'Ayatollah Khamenei vient aux dernières nouvelles, d'ordonner aux chefs des forces de sécurité de se mettre en état d'alerte. Selon le Daily Telegraph, le commandant des Gardiens de la révolution, le général Jaafari aurait fait redéployer les missiles longue portée Shahab sur des sites secrets le long des frontières afin de les préserver de toute neutralisation ennemie et de pouvoir déclencher immédiatement des représailles en cas d'attaque.
Dans une interview à la chaîne Russia Today, le général Leonid Ivashov (président de l'Académie russe de géopolitique) a pour sa part présenté la présence de navires de guerre russes en Méditerranée orientale et dans le port syrien de Tartous, comme un fait essentiellement « politique et pacifique étant donné qu'il n'est aucunement question pour la Russie de participer à une quelconque guerre ». Au contraire, la mission de la flotte russe est « d'éviter tout conflit régional déclenché par une agression dirigée contre la Syrie ou contre l'Iran » ajoutant que « l'escadre russe est porteuse d'un message à Israël, à la Communauté internationale et spécifiquement à la Turquie, laquelle semble en effet avoir décidé de participer à une possible aventure militaire ». Refusant toute ingérence dans les affaires de quelque État souverain que ce soit, notamment la Syrie, Ivashov a vertement critiqué le gouvernement de M. Erdogan, le jugeant « dominé par la ploutocratie mondialiste et par les politiciens américains, et regrettant à ce titre que la Turquie puisse devenir l'éventuel déclencheur d'une guerre régionale ».
De leur côté, les présidents russe Medvedev et chinois Hu Jintao ont « validé un accord de principe » en vertu duquel la seule façon d'arrêter une agression de l'Occident pilotée directement ou en sous mains par les États-Unis, serait une « réplique militaire directe et immédiate ». À ce propos le général militaire de l'Université chinoise de la Défense nationale, Zhang Zhaozhong aurait averti que « la Chine n'hésitera pas à protéger l'Iran, même s'il faut pour cela déclencher une troisième guerre mondiale », faisant en cela écho au général Nikolaï Makarov « Je n'exclus pas des conflits armés locaux ou régionaux pouvant évoluer vers une guerre à grande échelle, incluant l'utilisation d'armes nucléaires »… une déclaration intervenant après un sérieux incident ayant - semble-t-il - impliqué l'ambassadeur russe, Vladimir Titorenko, lors de son voyage de retour de Syrie, et du personnel de sécurité qatari qui aurait tenté de s'emparer d'une valise diplomatique contenant des informations recueillies par les Services de renseignements syriens et portant sur la préparation d'une invasion de la Syrie et de l'Iran par les États-Unis !
« Menace de génocide nucléaire iranien et options israéliennes » !
Jean-Patrick Grumberg, une voix pas tout à fait anodine, a eu la bonne idée de nous donner sur son site 14, des nouvelles de la conception nucléariste et génocidaire de la Pax Hebraïca. Ceci peu après la publication du dernier rapport « accusateur » de l'Agence Internationale à l'Énergie Atomique et alors que Nicolas Sarkozy promettait à l'occasion du G20 « de ne pas rester les bras croisés, si l'existence d'Israël était menacée ». Citant Le Figaro, Grumberg rapporte l'analyse de l'ancien directeur du Mossad d'Efraim Halevy : « Nous sommes en guerre contre l'Iran. La plus grande partie de cette guerre est clandestine », embrayant sur des extraits particulièrement édifiant d'un ouvrage de Richard L. Rubenstein publié aux États-Unis et traduit en 2010 sous le titre « Jihad et génocide nucléaire »… « Probablement l'analyse la plus profonde publiée à ce jour sur l'acquisition de l'arme nucléaire par l'Iran » selon Michel Gurfinkiel (ex éditorialiste de Valeurs actuelles et Wall Street Journal, récemment reçu en grande pompe par le directeur de la station de droite Radio Courtoisie) qui « souhaiterait que chaque ministre et chaque député, en Europe et en France, prenne le temps de consulter cet ouvrage ». En effet, cela vaut le détour !
Voyons cela : extraits de « Jihad et génocide nucléaire »…
« Israël n'est pas dénué de moyens de faire face à la menace iranienne. Selon le Wall Street Journal, lorsque son équipe éditoriale, au cours d'une conférence le 2 avril 2009, demanda à l'amiral Mike Mullen, président du Comité des chefs d'état-major interarmées américains, si Israël était en mesure de

causer des dommages significatifs aux dispositifs nucléaires de l'Iran », sa réponse fut simplement : Oui. … Dans tous les scénarios cités, si Israël se contente de détruire les installations nucléaires de l'Iran, opération dont le succès est incertain, cela n'annulera pas la menace à long terme d'un génocide. Avec le temps, l'armement dévastateur et les équipements peuvent être rebâtis ou remplacés. La colère et l'humiliation qui s'ensuivraient dynamiseraient la volonté de reconstruction et de vengeance. Cependant, à moins que l'Iran ne mette fin à l'acquisition d'armes nucléaires, Israël n'a que peu de choix politiques, aucun n'étant satisfaisant. En dépit des risques évidents, une frappe préventive visant la population civile pourrait apparaître à certains Israéliens le choix le plus raisonnable. Je tremble en écrivant ces mots, mais je rappelle à mes lecteurs que les dirigeants de l'Iran ont, de manière répétée, menacé de détruire complètement Israël, non l'inverse. Dans ces circonstances, si la diplomatie échoue, le seul moyen pour Israël de prévenir une éventuelle revanche après une offensive contre les installations militaires serait de détruire d'abord les centres urbains. … En déclenchant une attaque préventive visant les principales concentrations urbaines iraniennes ainsi que les centres industriels, Israël pourrait infliger des dommages considérables. Et il ne dépendrait pas de la seule force aérienne, car il dispose du missile Jéricho-3, un missile balistique sol-sol pouvant porter une tête nucléaire, chimique ou biologique, jusqu'à, dit-on, 4 500 kilomètres. Ce missile paraît pouvoir résoudre le viol d'un espace aérien ennemi. De plus, Israël possède trois sous-marins « Dolphin Class » de fabrication allemande, capables d'envoyer des têtes nucléaires à 2 500 kilomètres. D'ailleurs, si Israël estime qu'il doit frapper les principaux centres urbains, des tirs de haute précision ne sont pas même nécessaires. Vingt pour cent environ de la population iranienne, soit douze à quatorze millions de personnes, vivent dans la métropole de Téhéran, que Cordesman décrit comme « un bassin topographique (avec) un réflecteur montagneux » formant un espace « presque idéal pour une destruction nucléaire ».

Bien entendu l'auteur tempère son propos en évoquant les risques qu'une telle éventualité – rayer de la carte la conurbation de Téhéran et ses douze à quatorze millions d'habitants – ferait courir à la bonne réputation d'Israël devenue pour le coup la paria planétaire, il n'en demeure pas moins que l'hypothèse de frappes anti-cité à objectifs démographiques est clairement posée sur la table...

Laissons la conclusion, plus réconfortante, à l'analyste français, Alain Corvez pour lequel nous ne sommes pas encore tout à fait parvenus au cœur de la Mer des ténèbres « Nous sommes à un point d'inflexion de la courbe des équilibres du monde avec la crise actuelle. L'impérialisme américain a atteint ses limites et le monde multipolaire est en train de se mettre en place dans la douleur. La Russie et la Chine se sentent directement menacées par cet impérialisme et savent qu'elles n'ont pas les moyens de l'abattre mais peuvent désormais marquer des limites à ne pas dépasser grâce aux appuis d'autres pôles de puissance qui voient aussi leurs intérêts menacés, BRICS et autres ! »

Léon Camus le 12 décembre 2011

Notes

(1) Selon le Kremlin « Les propos de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton sur les élections législatives en Russie, ainsi que les commentaires similaires des représentants de la Maison Blanche et du Département d'État américain sont inacceptables ». Mme Clinton avait notamment déclaré que ces élections n'étaient « ni libres ni justes ». À Vilnius où se réunissait le sommet de l'OSCE, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, elle n'hésitait pas à stigmatiser le 6 décembre « des tentatives de bourrage d'urnes, de manipulations des listes électorales ».

(2) Arrivé deuxième, le Parti communiste qui obtient 19,2% des suffrages et 92 sièges, soit 35 de plus qu'en 2007. Puis Russie Juste et le Parti libéral-démocrate, respectivement 13,25% et 11,68%, soit 64 et 56 sièges au lieu de 38 et 40.

(3) Porté au pinacle par la presse internationale, Navalny milite également - dans la mouvance nationaliste sur le modèle Identitaire - contre l'immigration. Formé aux États-Unis par le World Fellows Program de l'Université de Yale - créé par le président de l'université Richard Levin afin de créer un réseau global de Young leaders - il occupe ainsi l'aile droite de la contestation. Notons que ces « jeunes espoirs » sont en autres pris en mains par Malloch Brown, ancien du Foreign Office, par Aryeh Neier, présidente de l'Open Society Institute de George Soros ou encore Tom Scholar, ancien chef de cabinet de Gordon Brown.

(4) Fox News lies about riots in Russia http://www.youtube.com/watch?v=fkqR...

(5) Moscou s'était mordu les doigts d'avoir laissé passer au Conseil de Sécurité la Résolution 1973 qui allait donner toute latitude à l'Otan et au Qatar – bras armé des É-U dans le Golfe arabo-persique – de

conduire une véritable guerre sous couvert d'aide humanitaire. Or la Russie sait que si le modèle libyen est reproduit en Syrie, la Méditerranée deviendra le lac de l'Otan, la Mare vestrum des Atlantistes. Kadhafi éliminé, les seuls États encore récalcitrants sont avec la Syrie, le Liban du Hezbollah et l'Iran.
(6) Un bémol qui manifesterait que l'entente entre les deux hommes – entre lesquels certaines divergences étaient apparues il y a approximativement un an – n'est pas aussi parfaite qu'il y semble et que Medvedev n'est pas encore totalement débarrassé de tout tropisme à l'égard de séductions occidentalistes.
(7) Le Dialogue Civil proposait en mars 2009, afin de juguler tout risque lié à la crise financière globale « un transfert vers les créanciers, y compris étrangers, des droits de propriété dans des compagnies débitrices russes, afin d'assurer le maintien des flux de capitaux vers l'économie russe ». Autrement dit que certains pans du secteur minier et de l'énergie soient cédés par exemple à la Royal Bank of Scotland. Cf. Nouvelle Solidarité 10 déc.
(8) « La NED, vitrine légale de la CIA » Thierry Meyssan - Odnako n° 35 - 27 septembre 2010. Repris sur Voltairenet.org.
(9) Marginale si le chiffre avancé de 0,5% est vérifié. Reste que la fraude en Russie n'est certainement pas plus odieuse que les trucages – et les absurdes recomptages – ayant permis la réélection du sieur Bush en nov. 2004.
(10) Un autre regard sur la Russie - Ria Novosti
(11) Des voies d'acheminement indirectes existent bien sûr, notamment via la Géorgie et l'Azerbaïdjan, mais plus longues et plus aléatoires au cas où la situation internationale se dégraderait au point que les Russes décident de fermer les lignes de ravitaillement de l'Otan et des forces américaines spécifiques d'Enduring Freedom, Opération Liberté Immuable. En juin 2011 Obama annonce le retrait d'ici à l'été 2012 du « tiers » des forces américaines stationnées en Afghanistan, soit 33000 après avoir accru leurs effectifs de 30 00 hommes.
(12) News International – Islamabad Pakistan. 1er déc. 2011« Vietnam-Style Exit : Russia Could Deliver Death Blow To Nato in Af-Pak War Theater ».
(13) Executive Intelligence Review de Lyndon H. LaRouche, Jr
(14) Jean Patrick Grumberg, journaliste, éditeur du site Dreuz.info, photographe de rue. Ancien lobbyiste. A vécu à Paris, Los Angeles et s'est établi entre Israël et la Californie. Fondateur en 1976 d'Hifissimo, site pionnier de vente qu'il a revendu en 2007. Président de l'association « Laissez Nous Travailler ».
http://www.geopolintel.fr/article431.html

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.
" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19